

Dominique Cardon
Laboratoire UCE
France Télécom R&D
dominique.cardon@wanadoo.fr

Fabien Granjon
IRUTIC/LARES
Université de Rennes 2
fgranjon@club-internet.fr

Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste

Parmi les différentes revendications partagées par la galaxie altermondialiste, la critique de la globalisation des industries de l'information joue un double rôle dans la constitution en « mouvement » des multiples organisations et acteurs mobilisées. Elle apparaît d'abord comme une *cause transverse* partagée, bien qu'avec une importance très différente, par l'ensemble des groupes qui se reconnaissent aujourd'hui dans le mouvement altermondialiste. À leur manière, chacun d'eux adressent des reproches aux médias qu'ils rendent responsables de la mauvaise hiérarchisation des priorités de l'agenda public, de céder aux pressions des lobbys industriels, de reproduire sans réserve les discours dominants des gouvernants et des institutions internationales, de participer à la production d'une pensée unique et de marginaliser les propositions alternatives. Mais la critique de la globalisation des industries de l'information constitue aussi une *cause spécifique* pour un ensemble d'acteurs qui ont créé des mobilisations particulières autour des enjeux informationnels. Un tissu d'acteurs très hétérogène, médias alternatifs, *watchdogs*, associations de démocratisation de l'accès à l'information, groupes de pression visant à changer les modes de régulation de l'espace médiatique, universitaires spécialistes des questions de communication, collectifs de militants de l'Internet citoyen, hackers, etc., s'est retrouvé engagé sous des modalités multiples dans les activités du mouvement altermondialiste. On parlera de *militantisme informationnel* pour désigner ces mobilisations multiformes dont l'ambition est de mettre en œuvre leurs propres dispositifs de production d'information et/ou de démocratiser les médias en agissant sur leurs messages, leurs pratiques, leurs organisations et le contexte réglementaire qui les régit dans le but d'encourager l'expression des citoyens et de favoriser une participation élargie à l'espace public¹.

Structuré selon des règles d'assemblage originales de multiples réseaux pré-structurés autour de causes spécifiques (environnementalisme, développementalisme, féminisme, syndicalisme, No Vox, etc.), le mouvement altermondialiste est redevable d'une succession d'histoires sectorielles retraçant dans leur très grande diversité les multiples trajectoires des acteurs et des organisations qui le compose. Une approche généalogique apparaît dès lors utile à la compréhension des dynamiques récentes de ce « mouvement de mouvements » si prompt à valoriser la nouveauté et la rupture alors qu'il doit une part de sa vivacité à la recomposition d'investissements et de trajectoires anciennes. Nous nous proposons, ici, d'explorer l'histoire et les réseaux d'acteurs de ce militantisme informationnel qui s'est constitué de façon spécifique autour de la critique des médias et d'initiatives visant à mettre en œuvre des alternatives pratiques aux médias traditionnels. Nous porterons attention aux conditions dans lesquelles les mobilisations des divers réseaux qui ont fait de la

1. On reprend ici délibérément une définition très générale des mobilisations informationnelles (Hackett, 2000) afin de circonscrire un espace d'acteurs et de modes d'actions suffisamment large pour ne pas imposer rétrospectivement une catégorisation contraignante sur la diversité des trajectoires et des configurations qui émergent nécessairement de toute enquête à caractère historique. Par ailleurs, nous utilisons le terme « informationnel » par simple commodité alors qu'il serait plus juste de dire « informationnel et communicationnel » puisqu'une partie des acteurs que nous allons évoquer dans cette communication (ceux qui se rangent dans la critique « expressiviste ») ont beaucoup bataillé pour imposer un changement de la dénomination « société de l'information » en « société de la communication ».

communication et de l'information leur cause ont pu se constituer et les modalités de leurs articulations au mouvement altermondialiste. En effet, l'émergence de nouvelles composantes identitaires, thématiques, organisationnelles ou stratégiques au sein du mouvement altermondialiste ne prend réellement sens que dans l'analyse des bifurcations, des séparations et des réaménagements qui ont permis de reconstruire et de repositionner les revendications historiques du militantisme informationnel. Retracer la genèse de ces mobilisations permet ainsi de comprendre les conditions requises par l'investissement dans la nébuleuse altermondialiste et de pointer les tensions, anciennes ou nouvelles, qui le traversent.

Critique anti-hégémonique et critique expressiviste : deux cadres d'action pour les mobilisations informationnelles

En dépit de la diversité des formes du militantisme informationnel, des changements socio-techniques qui l'ont accompagné et de la variété des contextes historiques et nationaux, on peut isoler deux modes de cadrage singulièrement différents offerts aux mobilisations informationnelles, différence qui se marque à la fois dans le type de critiques portées aux médias traditionnels et dans le type de contre-modèle qui leur est opposé².

Une première critique, dont *Le Monde diplomatique* est le représentant attitré en France, peut être appelée *anti-hégémonique*. Elle s'attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des « appareils idéologiques de la globalisation » que sont les médias et appelle à la création d'un « contre-pouvoir critique ». Elle dénonce pêle-mêle l'inégale répartition des flux d'informations à l'échelle planétaire, l'hégémonie culturelle des médias occidentaux, l'allégeance des entreprises de presse au monde politico-économique, la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels, la recherche du profit et le sensationnalisme. Dans cette perspective, les journalistes reproduisent la pensée dominante par idéologie, par connivence ou par l'effet des contraintes qu'exercent sur eux les conditions de production de l'information. Dans tous les cas, c'est la structure de propriété des industries de l'information qui intervient, en dernière instance, comme la principale détermination des dérives journalistiques. Les questions de la vérité et de l'erreur, de la tromperie et de la cécité, des asymétries et des déformations dans la représentation du monde n'en sont que les conséquences. Aussi est-ce d'abord à travers des changements structurels dans la régulation des industries culturelles, un rééquilibrage des flux d'information entre nations, un renforcement du secteur public de l'information et de la communication, une autonomisation par rapport aux pressions du marché et de l'audience que des alternatives sont formulées. La critique anti-hégémonique est très fortement influencée par les sciences sociales qui ont beaucoup contribué à lui donner armes et arguments. De sorte qu'il n'est pas surprenant que le contre-modèle d'information opposé aux connivences et au sensationnalisme des médias soit lui-même empreint des exigences du travail scientifique : référence au modèle de l'exactitude, distanciation maximum, temps long de l'investigation, rupture avec les formats courts et les formules, faible intégration du lecteur dans les préoccupations du rédacteur, etc.

Le second cadre d'action collective appuie sa critique sur le refus de la clôture sur lui-même du cercle des producteurs d'information et de l'asymétrie entretenue par les médias traditionnels à l'égard de leurs lecteurs/(télé-)spectateurs. Cette critique, que l'on appellera *expressiviste*³, refuse l'accaparement de la parole par les professionnels, les porte-parole et

2. On reprend une partie du répertoire de critiques adressées aux journalistes qu'a mises à jour C. Lemieux (2000).

3. Dans des textes antérieurs (Cardon, Granjon, 2002) nous parlions de critique « perspectiviste » (plutôt qu'« expressiviste ») pour insister sur le fait qu'ici la question de la vérité (ou de la révélation d'une autre vérité) ne s'inscrivait pas dans l'horizon d'une possible objectivité, jugée impossible et peu désirable. La visée centrale de cette critique est d'assurer la diversité des points de vue rendue possible par l'élargissement du nombre des producteurs d'informations. Ce qui est ainsi valorisé c'est le processus plutôt que le résultat, dans une visée expressive cherchant à redistribuer et à généraliser la capacité

les experts. Elle propose moins de réformer les communications de masse et le journalisme professionnel que de libérer la parole individuelle et de promouvoir « des systèmes miniaturisés qui ouvrent la possibilité d'une appropriation collective des médias, qui donnent de réels moyens de communication, non seulement aux « larges masses », mais également aux minorités, aux marginaux, aux groupes déviants de toute nature », comme l'écrit Félix Guattari (1977 : 367) qui fut un promoteur influent de ce cadre d'engagement où l'on s'inquiète moins de l'objectivité que de l'affirmation des subjectivités. La critique expressiviste remet en cause le principe de passivité du récepteur qui est sous-jacent dans la critique anti-hégémonique. Elle s'attache principalement à défendre et à promouvoir les droits du locuteur : faire de l'information à la première personne, refuser la coupure entre le dire et le faire, multiplier le nombre d'émetteurs, faire proliférer les foyers d'émission. Face aux tendances monopolistiques qui s'exercent dans l'espace public, la critique expressiviste revendique donc l'instauration de dispositifs de prises de parole ouverts. Elle milite pour l'affranchissement à l'égard des contraintes imposées par les formats médiatiques qui tendent à privilégier l'expression des locuteurs capables d'en honorer les exigences sociales et culturelles et à écarter ceux qui, ne possédant pas les compétences et les qualités requises, ne peuvent les satisfaire. Si bien que l'alternative visée par cette critique est « un remaniement du pouvoir mass-médiatique qui écrase la subjectivité contemporaine et une entrée vers une ère post-média consistant en une réappropriation individuelle et collective et un usage interactif des machines d'information, de communication, d'intelligence, d'art et de culture » (Guattari, 1990).

Comme les deux faces d'une même pièce, ces deux horizons critiques proposés comme cadre à l'engagement des acteurs des mobilisations informationnelles constituent une clé de lecture de l'histoire complexe des médias alternatifs qui pointent dans l'une ou l'autre de ces directions⁴ : soit s'attaquer au pouvoir des médias dominants en proposant d'en changer radicalement le fonctionnement ou de concevoir d'autres médias plus indépendants, pluralistes, objectifs et honnêtes, soit déplacer la lutte vers les personnes pour faire émerger des dispositifs d'expression dans lesquelles elles maîtriseront elles-mêmes les instruments de représentation et de symbolisation de leurs conditions, affirmant là un pouvoir dont les médias centraux les auraient dépossédé. Il reste cependant, que de l'intérieur même, chacun de ces deux cadres peut-être approprié, thématiqué et instrumenté de façon très différentes selon le sens donné à la lutte anti-hégémonique et à l'affirmation expressive par les mobilisations informationnelles. Aussi, pour faire la généalogie – même très succincte et incomplète – des mobilisations informationnelles, est-il nécessaire de reconstituer les trajectoires de transformation de ces deux cadres d'engagement en identifiant les acteurs, les répertoires d'action, les dispositifs de communication et les conceptions du rôle des médias attachés à ces deux types de critique. Il importe aussi d'insérer dans cette reconstitution le travail propre que les sciences sociales ont exercé sur la critique des médias et sur la construction d'alternatives tout au long de ce parcours. En effet, universitaires, chercheurs, essayistes ne cessent d'être présents dans les mobilisations informationnelles et d'y jouer un rôle souvent décisif. Il n'est d'ailleurs qu'à observer les enjeux de qualifications qui entourent les « médias alternatifs » pour se rendre compte de l'importance du rôle joué par les analystes sur leur positionnement sur l'un ou l'autre versant de la critique des médias. Successivement désignées sous le terme de médias « alternatifs » (Atton, 2002), « citoyen »

pour les acteurs sociaux d'accéder aux ressources de symbolisation et de représentation du monde social.

4. On ne prétend cependant aucunement dans ce texte retracer avec exactitude l'histoire, complexe et dépendante des contextes nationaux, des médias alternatifs. Cette reconstitution partielle s'appuie sur une partie de l'abondante (bien qu'éparse, monographique et inégale) littérature sur le sujet dans le but de dégager des éléments d'interprétation des différentes trajectoires des acteurs de la mobilisation informationnelle et de la manière dont le cadre et le répertoire de leurs actions se sont transformés selon les conjonctures socio-politiques. Par ailleurs, nous avons pris le parti de puiser nos exemples dans des contextes nationaux différents au risque de ne pas prêter suffisamment d'attention aux contextes locaux et aux problèmes de dés/ajustement et de dé-/synchronisation internationale des expériences relatées. Les ouvrages les plus complets sur la question sont : Atton (2002), Downing (2001) et Rodriguez (2001).

(Rodriguez, 2001), « communautaire » ou « radical » (Downing, 2001), les alternatives aux médias dominants n'ont jamais stabilisé le vocabulaire permettant de les désigner. Chaque dénomination renvoie à des manières différentes d'interpréter leurs pratiques en regard de configurations sociales et intellectuelles particulières. Cette indécision, qui est aussi un enjeu de lutte interprétative, constitue un outil de compréhension de la dynamique proprement historique de transformation de cet ensemble de pratiques sociales. Nous souhaitons montrer que les variations dans la définition des cadres d'engagement dans les médias alternatifs permettent de saisir la manière dont ils se sont articulés avec le mouvement altermondialiste. La participation à ce dernier suppose en effet qu'un travail d'« alignement de cadre » particulier soit opéré pour tirer partie des ressources qu'il offre aux multiples mobilisations qui se rattachent à lui.

A fin de simplification, nous suivrons les trajectoires des critiques anti-hégémonique et expressiviste dans deux périodes différentes, les années 70-80 et la seconde moitié des années 90, avant d'observer leurs articulations avec le mouvement altermondialiste. Lors de ces deux périodes, les mobilisations informationnelles ont pris des formes très différentes et ont de ce fait donné des expressions différentes aux critiques anti-hégémonique et expressiviste. Nous souhaitons montrer que les transformations internes de chaque cadre, ainsi que les articulations entre cadres, permettent de comprendre le très grand éclatement actuel des enjeux et des répertoires d'action de ces mobilisations au sein du mouvement altermondialisation. En effet, si le cadre d'interprétation développé par la critique anti-hégémonique n'a pas connu de modifications substantielles sur toute la période, ses porte-parole ont en revanche prêté attention à des enjeux différents : l'inégalité des flux d'information au niveau international dans les années 70 et le pouvoir des médias dans les années 90. De son côté, la critique expressiviste a été largement remaniée ces dix dernières années, passant d'une revendication participative et communautaire à une forme individualiste, affirmative et radicale d'expression libre. Dans cette nouvelle configuration, elle occupe désormais un rôle central au sein du mouvement altermondialiste dont elle épouse les traits les plus remarquables. Or la logique des transformations internes de ces deux cadres a rendu beaucoup plus difficile leur articulation à la fin des années 90 qu'elle ne l'était dans les années 70. Ce relatif désalignement des cadres d'engagement des mobilisations informationnelles rend d'autant plus sensible la question des dispositifs de coalition qui ont été construits à l'intérieur du mouvement altermondialiste pour essayer de construire une plateforme d'action collective susceptible de préserver les différences identitaires de ces multiples composantes.

La première vague des mobilisations informationnelles

Même s'il est bien évidemment possible de lui trouver des « origines » plus lointaine, on s'accorde habituellement à considérer que les formes actuelles de militantisme informationnel ont pris corps dans les années soixante-dix. Décennie durant laquelle on assiste à un développement important des médias transfrontières et à l'émergence de débats sur les médias de masse et l'internationalisation de la communication. La critique anti-hégémonique a joué un rôle décisif dans la formulation de ces débats et les acteurs qui y ont pris part – pour la plupart des universitaires, des experts d'organisations internationales et des responsables d'entreprises de presse - ont encouragé des alternatives pratiques à travers la constitution d'agences internationales d'information dans les pays du sud destinées à les aider à retrouver une souveraineté dans la production de leur information. C'est donc avant tout autour de questions internationales que s'est construite la dénonciation de l'hégémonie culturelle des grands groupes d'informations occidentaux. S'incarnant de son côté dans le développement de médias « militants », « communautaires » ou « citoyens », la critique expressiviste a connu dans les années soixante-dix et quatre-vingt un très large développement en affirmant la vocation locale, participative et revendicative de médias de proximité pris en charge par les citoyens. La configuration prise par les mobilisations informationnelles durant cette période se caractérise donc par deux modes d'actions très différents que les acteurs s'attacheront cependant à articuler : le développement de

stratégies d'influence au sein des Institutions internationales et l'encouragement, à travers les partis, les églises, les syndicats, les autorités locales, d'initiatives visant au développement de médias alternatifs.

Autodétermination culturelle et autonomie médiatique : le NOMIC

Les mobilisations contemporaines de la critique des médias prennent leur essor dans les débats qu'ouvre à Alger, en 1973, la quatrième conférence des chefs d'État ou de gouvernements des pays non-alignés. Lors de cette conférence est entérinée le principe d'un nouvel ordre économique international qui est adopté, quelques mois plus tard, par l'Assemblée générale des Nations Unies et considéré par l'Unesco (l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture), lors de sa conférence générale de 1974, comme un élément central des politiques de développement des pays du tiers-monde. Dans le programme d'action pour la coopération économique, les pays non-alignés participant à la Conférence d'Alger se sont retrouvés sur les questions ayant trait à l'information et à la communication. Ce programme sous-tend notamment que les pays en voie de développement se concerteraient dans le domaine des communications de masse afin de réorganiser les circuits de communication hérités de leur passé colonial et favoriser les échanges entre eux (Lerosier-Granjon, 1998). Bien que l'Unesco est, depuis quelques années déjà, à l'initiative de nombreuses réunions et conférences traitant des problèmes liés aux politiques et à la planification des communications en régime de « colonialisme culturel », les revendications portées par les pays non-alignés apparaissent comme relativement inédites. Le monopole inhérent aux grands systèmes mondiaux de l'information y est jugé sans ménagement et la domination des agences de presses occidentales considérée comme incompatible avec l'exigence d'une information indépendante. Ainsi, en 1976, le symposium de Tunis ainsi que la cinquantième conférence des pays non-alignés qui se tient à Colombo introduit la nécessité de « décoloniser l'information » et d'établir un nouvel ordre international de l'information et de la communication car « les moyens d'information et de communication jouent un rôle d'une extrême importance dans la lutte commune pour la libération et le développement, l'affirmation de l'indépendance politique et économique et la création de nouvelles assises pour l'établissement de relations internationales plus équitables » (Pavlic, Hamelink, 1985 : 18). Les conférences internationales font donc florès.

Tant en opposition au dogme libéral nord-américain du *Free flow of information* qu'aux thèses de la *souveraineté nationale* chères au bloc soviétique et troublant le jeu d'une géopolitique bipolaire, les pays du tiers-monde vont principalement s'appuyer sur la dénonciation de l'*impérialisme culturel* qu'ils subissent et qu'Herbert Schiller définit comme « l'ensemble des processus par lesquels une société est introduite au sein du système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée, par la fascination, la pression, la force ou la corruption, à modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système ou à s'en faire le promoteur » (Schiller, 1976 : 9, in Mattelart, 1992 : 216). Ils plaident ainsi pour que les conditions d'une autodétermination culturelle et d'une autonomie médiatique soient réunies à l'échelle internationale. Ils souhaitent avoir une réelle emprise sur les flux d'information qui partent ou arrivent sur leur territoire et aspirent à contrôler leurs propres représentations à destination des pays du Nord ainsi qu'à maîtriser les contenus diffusés dans les pays du Sud.

Des agences de presse anti-hégémonique

La réponse principale apportée à l'impérialisme culturel se concrétisera par de nouvelles formes de collaboration entre pays du Sud, passant en particulier par la création d'agences de presse nationales ou de pool d'agences régionales. Avec la création d'Inter Press Service (agence de presse coopérative – Tupper, 1977) à la fin des années soixante, l'Amérique latine avait montré l'exemple d'un projet coopératif international ambitieux (IPS se développera également en Europe et au Moyen-Orient). En 1975, l'agence de presse yougoslave Tanjug, annonce ainsi la création d'un pool regroupant onze agences de presse du tiers-monde ; en 1977, c'est la PANA, agence panafricaine d'information, qui voit le jour ;

en 1979, c'est au tour d'ASIN (Action de Systèmes Informatifs Nationaux) de naître en Amérique latine.... Parallèlement, le rapport de la commission internationale d'étude des problèmes de la communication mise en place par l'Unesco est achevé en décembre 1979, après trois années de travail d'un groupe de réflexion international, et remis par son président, l'Irlandais Sean MacBride (fondateur d'Amnesty International, prix Nobel et Lénine de la paix) en 1980. Ce rapport qui constitue la pierre de touche d'une critique vigoureuse de l'inégalité structurelle dans l'accès et la production de l'information entre les pays du premier et du troisième monde est présenté au cours de la même année, à la vingt-et-unième session de la conférence générale de l'Unesco, à Belgrade, et publié sous le titre *Voix multiples, un seul monde* (Unesco, 1980). Y est bien évidemment soulignée la domination des grandes agences d'informations occidentales (AP, UPI, Reuters, etc.) ainsi que la situation monopolistique des entreprises de communication transnationales, coupables d'organiser une circulation des flux d'information et des contenus audiovisuels sur un modèle unidirectionnel conduisant à l'uniformisation et à l'appauvrissement culturels. Le rapport MacBride réaffirme ainsi l'importance d'un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication* (NOMIC), considéré comme un élément indissociable à l'instauration d'un nouvel ordre économique international et à l'harmonisation des échanges commerciaux à l'échelle du monde. L'Unesco adopte en 1980, lors de sa conférence générale à Belgrade, le Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC) dont l'objectif est l'instauration du NOMIC. Au service exclusif du renforcement des moyens de communication de masse dans les pays en développement, le PIDC vise principalement à accroître la coopération et l'assistance en faveur des infrastructures de communication, réduire l'écart entre les pays dans le domaine de la communication et aider à la formation professionnelle. Héritier du rapport MacBride, son but est d'aider les pays en développement à surmonter les disparités et les rapports de dépendance, à identifier les besoins prioritaires en communication et à élaborer leurs programmes de développement. Bien que l'idée même d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication sera définitivement abandonné en 1989 (Sparks, Roach, 1990), (laissant la place à un programme de la « communication au service du développement »), le cadre du PIDC aura néanmoins permis la création de plusieurs agences de presse nationales et régionales telles que Alasei (Amérique latine), Cana (Caraïbes), Wanad (Afrique occidentale), Canad (Afrique centrale) et Seanad (Afrique australe). Plusieurs radios communautaires et journaux ruraux seront également créés ainsi que des centres de formation, censés favoriser la liberté et l'indépendance d'une expression médiatique libérée des contraintes du « colonialisme informationnel ».

À la fin des années 90, ce premier âge du militantisme informationnel est en crise. La critique du monopole de l'information exprimée à travers le rapport MacBride est disqualifiée et n'a plus de relais au sein des instances internationales. La publication même du rapport a mis l'Unesco en difficulté conduisant au départ des États-Unis puis de l'Angleterre de cette instance internationale. La critique anti-hégémonique va perdre son influence avec le tournant néo-libéral marqué par la dérégulation des secteurs de l'audiovisuel et des télécoms au milieu des années quatre-vingt. Par ailleurs, les agences de presse indépendantes initiées dans la foulée du rapport MacBride, même si elles engagent un travail important de renouvellement des sources d'informations ne parviennent pas à s'imposer dans un contexte de concentration des grandes agences d'information mondiale. Ce qui fait dire à Roberto Savio, fondateur d'IPS, que « le véritable problème ne se pose pas en termes de transferts quantitatifs de capacités informationnelles du Nord au Sud. Il consiste plutôt à créer des nouveaux flux d'information avec des contenus, des protagonistes, des priorités et des nécessités absentes du flux actuel. Dans le même ordre d'idées, ce n'est pas précisément dans le contexte Nord/Sud que les différents groupes qui constituent le tissu social – syndicats, institutions académiques, coopératives, organisations de base et communautés populaires – doivent se situer pour produire l'information que les canaux existants ne leur fournissent pas » (Savio, 1982 : 40, *in* Mattelart, Delcourt, Mattelart, 1984 : 23).

Médias communautaires et émancipation médiatique

Porté par les gouvernements des pays non-alignés, des professionnels de l'information et des chercheurs en sciences de la communication le militantisme informationnel des années soixante-dix ne se résume pourtant pas seulement à la critique anti-hégémonique revendiquant la redistribution géopolitique du pouvoir en matière de communication et la création de dispositifs susceptibles de rentrer en concurrence avec les *corporate media* occidentaux. Il s'incarne également dans un ensemble variées d'initiatives promouvant des *médias communautaires* dont les prétentions ne relèvent pas au premier chef d'une problématique de la dépendance culturelle mais tiennent davantage à la construction d'une émancipation médiatique nécessaire à la mobilisation et à la conduite de luttes spécifiques, le plus souvent à un niveau local. Ce courant – qui se rattache à la *critique expressiviste* –, a pris forme dès les années soixante, notamment à travers le développement de premières formes « militantes » de médias alternatifs qui s'incarnant dans les radios donnant une voix aux révolutions et aux luttes de libération nationales (e.g. Radio Rebelde, La Voix des arabes, etc. – Mattelart, 1996 : 61-62). Mais la croissance des médias militants et communautaires⁵ (s'ancrant dans des communautés de métiers, paysanne ou ouvrières, ou s'appuyant sur des structures militantes locales) se réalise pleinement dans les années soixante-dix et trouve dans les dispositifs radiophoniques son support privilégié.

L'échec des stratégies d'influence politico-institutionnelles conduites par les experts de l'Unesco et des universitaires spécialistes du développement et de la communication va conduire une partie de acteurs qui s'était engagée dans les débats préparatoires au rapport MacBride à rechercher ailleurs la conception d'alternatives à l'hégémonie des grands médias et à encourager le développement de ces médias communautaires. « Ce n'est pas dans les couloirs du pouvoir que le nouvel ordre sera forgé, mais dans des petites expériences dans lesquelles les travailleurs et les paysans s'efforceront de définir de nouvelles façons de communiquer leurs idées et leurs expériences les uns aux autres » concluent C. Spark et C. Roach dans un numéro de *Media, Culture & Society* intitulé « Adieu au NOMIC ? » (1980 : 280). Le débat sur les médias, l'information et la communication ne va plus seulement convoquer des macro-acteurs (institutions internationales, réseaux d'échanges internationaux, commissions d'experts) et des problématiques de régulations Nord-Sud, mais va se déplacer vers des collectifs de dimension réduite dont l'objectif est de faire exister une communication plus démocratique en phase avec des objectifs d'émancipation sociale à un niveau local ou national. C'est une tout autre manière d'appréhender la question des dispositifs de production médiatique et des formes culturelles populaires qui est alors revendiquée. Les médias communautaires ne se posent pas directement en concurrence avec les « machines à endoctriner » et les « appendices du pouvoir » de l'espace médiatique international, ils ne cherchent pas simplement à contrôler l'information les concernant, mais souhaitent plutôt donner sens à la relation qui existe entre les formes de l'action collective caractéristiques de leurs mouvements de lutte et leur volonté de participer à la définition des débats. Les critiques anti-hégémonique et expressiviste entretiennent alors un rapport de complémentarité qui favorise ce déplacement d'un type de mobilisation vers un autre. Si les institutions internationales et nationales ne sont pas en mesure d'apporter le soutien à un rééquilibrage des flux d'information, ce sont alors aux populations, définies à travers leur appartenance locales, sociales, culturelle ou politique de construire leur propre média. De façon significative une partie du débat intellectuel dans les sciences de l'information et de la communication se déplace alors. Les auteurs qui vont s'engager le plus fortement dans le soutien et l'analyse de ces expériences délaissent d'ailleurs les termes de « média alternatif » (qu'ils jugent trop polarisé par une fascination mimétique avec les médias dominants) pour parler de « média participatif » ou « citoyen » (*citizen media*) (Rodriguez, 2001).

Le modèle participatif

5 Dont les dénominations sont extrêmement variées : *community-based media*, *alternative media*, *local media*, *médias libres*, *minority media*, etc.

Les médias communautaires qui se généralisent à travers le monde dans les années soixante-dix et quatre-vingt sont d'une extrême hétérogénéité. On ne peut faire ici un recensement exhaustif⁶ d'expériences qui recouvrent aussi bien les radios et de télévisions indigènes (Australie, Canada, Etats-Unis, Nouvelle Zélande, etc.), les médias qui ont été portés de l'intérieur de luttes nationales ou sociales (comme radio Lorraine Cœur d'acier et de très nombreuses initiatives latino-américaines), les expériences communautaires assises sur des ancrages territoriaux (comme les radios et télé de quartiers italiennes ou le canal de télévision barcelonais laissés à disposition des associations de la ville), les stations de radio dédiées à des communautés spécifiques (musicales, philosophiques, idéologiques ou religieuses) ou encore aux revendications des nouveaux mouvement sociaux (comme les radios anti-nucléaires), etc. En dépit de leur diversité, ces médias partagent un projet commun qui peut être qualifié de « participatif » : rapprocher émetteur et récepteur, faire de la participation un acte collectif, parler avec les codes culturels et linguistiques du public, refuser l'influence commerciale, établir un rapport d'égalité et de proximité entre producteur, journaliste et audience, insérer les personnes aux différents niveaux du processus de production de l'information et de la diffusion par des canaux alternatifs, instaurer un rapport non ritualisé et transparent au dispositif médiatique, etc. Si elle conteste l'hégémonie des médias centraux, cette forme de la critique expressiviste n'oriente pas ses revendications vers le pouvoir central, mais insiste prioritairement sur réappropriation par les acteurs des outils de représentations du monde.

Ces médias « participatifs » ou « citoyens » ne sont cependant pas indépendants des organisations qui les supportent. Ils sont d'abord souvent étroitement liés à des groupes syndicaux ou politiques. Les militants de Teleanālis, au milieu des années soixante-dix, filmaient la résistance quotidienne des chiliens au régime de Pinochet et assuraient la redistribution des cassettes VHS dupliqués sur des magnétoscopes à travers le circuit des syndicats, des églises et des groupes de résistances qui multipliaient les copies. TV Viva à Recife et TV Maxambomba à Rio procédaient de la même manière en diffusant des vidéos traitant de problèmes sociaux dans des lieux publics afin de stimuler la discussion sur les questions de marginalité sociale, de prostitution, du travail des enfants ou de la violence de rue (Gumucio Dagron, 2001a). Les médias communautaires des années soixante-dix se construisent ainsi à la charnière de groupes syndicaux, religieux ou politiques et de communautés culturelles souvent dans des contextes de gouvernements autoritaires ou de dictatures. Le syndicat des mineurs boliviens la Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia anime par exemple, depuis la fin des années 40, la radio des mineurs d'étain qui a joué un rôle politique majeur dans l'histoire du pays. C'est aussi l'église catholique qui joue un rôle important dans la mise en place de radios autour des communautés indiennes en Amérique latine, mais aussi au Philippines ou en Tanzanie. Enfin, ce sont des ONG nationales ou internationales préoccupées par les questions de développement local ou de santé qui encouragent et financent certaines expériences médiatiques communautaires dans les années quatre-vingt.

Influencée par l'école de Francfort, la critique développée par les tenants du NOMIC dénonce en premier lieu l'impérialisme médiatique occidental et l'hégémonie que les pays du Nord exercent aux dépens de ceux du Sud par le biais de leurs industries culturelles. Les tenants des médias alternatifs entreprendront pour leur part de théoriser la communication médiatique sur des bases de dialogue et de participation communautaire. S'inspirant de la théologie de la libération de Paulo Freire, les travaux de Beltrán fonde par exemple un modèle de « communication horizontale » qui fait du dialogue (opposé au monologue des médias traditionnel) la prémisses d'une prise de conscience émancipatrice. Dans son étude sur les radios des mineurs boliviens, Robert Huesca (1995) insiste ainsi sur les formes de communication qui doivent être engagées pour favoriser les prises de parole des femmes d'origine populaire : être dans leur quartier, les rencontrer en groupe, mettre les hommes à l'écart, être subjectif et parler dans leur sens pour co-construire de façon subjective une

6. Sur les expériences des médias communautaires des années 70 et 80, voir les synthèses de Rodriguez (2001) et Gumacio Dagron (2001b).

forme de communication. Bien loin du reporter neutre et distanciée, l'animatrice doit se défaire de son autorité statutaire afin de créer les conditions d'un dialogue compréhensif. La question posée par les médias communautaires n'est donc pas de constituer des acteurs politiques homogènes, des agendas d'action rationnels, des mobilisations organisées, mais plutôt de façon éclatée, de multiplier des expériences sans systématisation. S'appuyant sur les travaux de Chantal Mouffe sur la démocratie radicale, Clemencia Rodriguez (2001) insiste, par exemple, sur les actes de résistance quotidiens aux formes de domination symbolique qui se réalisent à travers les médias citoyens. De son point de vue, médiatiser activement le monde de la vie quotidienne, c'est rendre du pouvoir aux individus et en faire des « citoyens ».

Des limites au développement des médias communautaires

Le développement des médias communautaires, qui s'est opéré dans des contextes et avec une importance différente selon les pays dans les années 80, va connaître un certain tassement à la fin de la décennie sans pour autant s'interrompre. Les possibilités de déploiement sous forme de médias radio et télévisuelle sont singulièrement restreintes par les régulateurs nationaux qui ne réservent qu'une place marginale à ces fréquences si bien que les initiatives alternatives, lorsqu'elles réussissent, se trouvent souvent contraintes à entrer dans des logiques commerciales si elles veulent élargir leur sphère d'influence. De sorte que, si telle était son ambition, le mouvement des médias alternatifs n'a jamais concurrencé sérieusement les médias traditionnels. Plus fondamentalement, ces projets d'information alternative ont aussi rencontré des difficultés du fait de contradictions internes à leur projet initial. L'abondante littérature sur les expériences des médias alternatifs de cette période a permis de mettre à jour un ensemble varié de contraintes et de difficultés qui sont souvent venus contrecarrer les projets les plus enthousiastes. Les premières sont d'ordre politique. Nombreux dans l'Amérique latine des années soixante-dix et quatre-vingt, les médias politiques dissidents, soumis à la censure, se trouvent obligés d'utiliser de canaux de diffusion clandestins que la répression policière empêche de pérenniser. Mais les médias populaires nés dans la dissidence et reconnus après l'avènement d'un nouveau pouvoir révolutionnaire perdent aussi souvent leur vocation et sont soumis à un nouvel encadrement bureaucratique. C'est le cas par exemple de l'expérience des correspondants populaires d'origines paysanne de la radio *El Machete* qui ont progressivement été enrôlé par le FSLN pour faire de la propagande contre les contras (Rodriguez, 2001).

Le second type de contraintes est relatif au projet même de ces médias indépendants. Ainsi, les expériences communautaires se sont parfois abîmées par amateurisme ou par une fascination trop grande pour les enjeux technologiques du développement de leur média. Par exemple, les centres de vidéoproduction amateurs australiens qui accordaient plus d'importance au processus de production qu'au contenu se sont souvent arrêtés assez vite et n'ont pas été en mesure de financer les investissements réalisés (Fist, Fist, 1984). Parfois très distants des médias professionnels, ne disposant pas de moyens de diffusion réguliers et sans soutien institutionnel ou associatif, les médias alternatifs sont obligés de redonner régulièrement un sens et un projet à leur activité pour éviter qu'elle ne s'essouffle. Ancrés localement, les médias alternatifs rencontrent aussi des difficultés pour honorer les exigences de démocratisation qu'ils se sont donnés et notamment celle d'être véritablement un média aux mains des milieux populaires. Par exemple, la radio libre belge *La vie Quotidienne* qui cherche à donner la parole aux ouvriers afin qu'à travers des récits de vie se constitue et s'entretienne une mémoire populaire devient très vite une opération historiographique dans laquelle les historiens adoptent une position distante et hautaine à l'égard des personnes qu'ils interviewaient et ceux qui prennent le plus la parole dans les dispositifs interactifs des radios libres appartiennent plus souvent aux classes moyennes ou supérieures qu'à la classe populaire (Cheval 1992).

Troisième type de contraintes, enfin, les initiatives alternatives qui rencontrent le succès se sont trouvées soumises à des processus de professionnalisation et de commercialisation qui se font généralement aux dépens des fondateurs. Dans les expériences des télévisions locales

suisse, les autorités locales ont progressivement exclu les associations, demandé la suppression des programmes amateurs jugés de trop mauvaise qualité et réservé l'antenne aux professionnels (Beroud, 1981). Les transformations de la ligne éditoriale ont souvent été le fait d'entreprises commerciales qui se sont peu à peu emparées des initiatives alternatives les plus rentables, comme le réseau des radios en espagnol initiés par les communautés latinos aux Etats-Unis qui ont été transformée en radio commerciale lorsqu'est apparu l'importance du marché que ces initiatives avait fait émergé (Rodriguez, 2001 : 129-147). De la même façon, l'intense créativité des radios libre françaises a été progressivement domestiqué, notamment par l'introduction de l'autorisation de diffusion de messages publicitaires ouvrant la voie à des radios commerciales (Miller, 1992).

Après l'abandon du NOMIC par l'Unesco, à la fin des années 80, certains acteurs de la critique anti-hégémonique (MacBride Round Table on Communication, Agencia Latinoamericana de Información – ALAI, etc.) transformeront quelque peu le socle de leurs revendications, afin de passer alliance avec les réseaux nationaux et continentaux de médias communautaires (Association Mondiale des Artisans des Radios Communautaires – AMARC –, Association mondiale de communication chrétienne – WACC –, Videoazimut video network, Association for Progressive communication – APC, etc.). Rassemblés au sein de coordinations transnationales fédératrices, ils réorganisent leurs mobilisations, non plus comme l'orientait le rapport MacBride, à partir des notions d'inégalité des flux et d'impérialisme culturel mais plutôt à partir du « droit à communiquer », « entendu comme un droit social fondamental dont les deux principes sont "l'accès" et la "participation". (...) On passe ainsi d'une période de "résistance diffuse" par la création de médias alternatifs isolés et repliés sur le local à une "résistance concertée" qui consiste en l'intégration de ces premiers foyers de résistance au niveau national, puis régional ou continental... » (Ambrosi, 1999 : 103-105). C'est sur le modèle de ce type de coalitions plus consensuelles, vestiges actualisés des premiers temps de la critique des médias, que se formera par exemple le réseau Voices 21⁷ ou la récente campagne Communication Rights in the Information Society (CRIS) qui relanceront la question des mobilisations informationnelles sous l'angle de la nécessité de régulations internationales (cf. *infra*).

Les mobilisations informationnelles à l'heure d'Internet

Les ressources offertes à la conception d'alternatives médiatiques se transforment sensiblement avec l'émergence premiers réseaux télématiques⁸ et surtout d'Internet comme support d'échange et de communication. Si cette rupture technologique ne saurait expliquer en elle-même la relance d'une deuxième vague de mobilisation des médias alternatifs dans les années 90, il est incontestable qu'elle présente des propriétés particulièrement adaptées aux projets du militantisme informationnel transnational : allègement des contraintes éditoriales, réduction drastique des coûts de diffusion, modèle de communication *many to many* (par opposition au modèle *one to many* des médias traditionnel), facilités de production coopérative et ouverture d'un espace de participation élargie permettant une plus grande interactivité et une interchangeabilité des rôles de producteur et de récepteur de l'information. On comprend aisément que les militants informationnels aient pu trouver très tôt dans le réseau des réseaux un espace

7 Cf. « A Global Movement for People's Voices in Media and Communication in the 21st Century », <http://www.comunica.org/v21/statement.htm>.

8 En 1991, les réseaux écologistes EcoNet et GreenNet organiseront en réponse aux réunions du G7, et grâce aux réseaux télématiques de l'APC, les contre-sommets internationaux TOES (Open Economic Summit), dont on peut considérer qu'ils sont annonciateurs des futures mobilisations altermondialistes (figure centrale des luttes contre la gestion libérale de la mondialisation, Martin Khor (*Third World Network*) participait déjà à cette initiative – Lewis in Lewis, 1995). L'opération visait à mettre en ligne les documents officiels du G7, en assurer la distribution et en faire une critique pour les membres de l'APC.

particulièrement adapté à la construction de mobilisations internationales (Salter, 2003). Les ressources de l'Internet ont été mobilisées à la fois comme un support de coordination (Granjon, 2001), un moyen d'information simple et peu onéreux et un mode d'action à travers le nouveau répertoire d'action du cyber-activisme (Costanza-Chok, 2003). Mais plus encore, les productions informatiques sur l'Internet vont faire l'objet d'un travail de politisation tel que le mode de coopération entre développeurs de logiciels libres apparaît à beaucoup de ces militants comme un véritable contre-modèle de société susceptible d'ouvrir de nouvelles propositions d'émancipation culturelle et politique. A cet égard, le déplacement des médias alternatifs vers l'Internet qui s'est généralisé ces dernières années – sans pour autant que les autres médias, notamment la radio et la vidéo, ne soient abandonnées – ne constitue pas simplement un changement de l'infrastructure technique et du média de communication mais a aussi permis à certains acteurs du militantisme informationnel de redéfinir assez profondément le sens de leur lutte⁹.

Le « retour » de la critique anti-hégémonique : les *watchdogs*

À la charnière des années soixante-dix et quatre-vingt, les partis de gauche des démocraties occidentales étaient souvent porteurs de projets politiques visant à réguler la concentration des médias et à exercer un contrôle public sur le développement des industries de l'information. Au final, les partis sociaux-démocrates abandonneront généralement leurs exigences programmatiques et participeront à la dérégulation du secteur de l'audiovisuel. Aussi, à l'instar des héritiers de la cause du NOMIC, la critique anti-hégémonique s'est-elle considérablement essoufflée. De fait, il faudra attendre le milieu des années quatre-vingt-dix pour assister au renouveau d'un certain militantisme informationnel qui sera pour l'essentiel relayé par les gauches radicales, écologistes et les associations de téléspectateurs. Cependant, la critique anti-hégémonique se porte désormais sur la conduite des médias nationaux plus que les inégalités internationales dans l'accès à l'information. Robert McChesney et John Nichols (2002) montrent qu'aux États-Unis un changement de conjoncture s'est réalisé au milieu des années quatre-vingt-dix avec le développement d'une multitude d'initiatives « citoyennes » formulées par des associations locales, des journalistes dissidents et le tissu des nouveaux collectifs organisés autour de la dénonciation de la consommation, des marques et du commerce équitable (Johnston, 2002). Alors que dans les années quatre-vingt, il s'agissait d'éduquer le public à adopter une distance critique à l'égard des médias, dans les années quatre-vingt-dix, surtout après le tournant du Telecommunication Act de 1996 qui allège les contrôles réglementaires et renforce les phénomènes de concentration, on observe une multiplication des initiatives portées par des associations d'utilisateurs (comme les collectifs People for Better Television et Commercial Alert qui promeut une campagne contre la commercialisation de la culture), par des journalistes « progressistes » lançant des magazines adoptant une posture critique à l'égard des médias traditionnels (*The Nation*, *The Progressive*, *In These Times*, *Z Magazine*), par des praticiens et des observateurs des médias alternatifs créant des espaces de rencontres et de confrontation d'expériences (Media and Democracy, Reclaim the Media Conference, Our Media, not Theirs) et par des universitaires qui réinvestissent la question de la critique du pouvoir des médias en produisant une abondante littérature sur les biais d'information et la

9. Il ne s'agit pas ici de prêter au réseau des réseaux, en tant que tel, un effet organisateur ou moral sur ceux qui l'utilisent. Mais l'histoire de sa conception, la forme de son architecture, les modalités d'engagement qu'il rend possible, etc., ont facilité l'émergence de formes d'expression « coopérative », « citoyenne » ou « libertaire » sur le web. L'Internet conserve en dépôt certains traits de la culture de ses concepteurs. Les informaticiens l'ont nourri de leurs pratiques de coopération, de co-conception et de réciprocité bénévole. Ils ont établi des déontologies qui valorisent l'autonomie, le respect d'autrui, la gratuité et la liberté de parole. Ce faisant, les pionniers de l'Internet ont matérialisé un ensemble de valeurs qui exerce un effet persistant sur la forme (distribuée) du réseau, sur son organisation (libérale) et sur les pratiques (solidaires) des internautes. Sans durcir cette identification du web aux représentations de ses précurseurs (informaticiens, chercheurs, artistes, militants et *freaks* de toutes espèces) il est évident que celles-ci constituent aujourd'hui encore un facteur de résistance aux différentes formes de marchandisation du réseau (Flichy, 2001).

concentration du secteur. Plus en lien avec la sociologie du journalisme qu'avec les sciences de l'information et de la communication, leurs travaux portent désormais moins sur les échanges internationaux que sur les pratiques et les effets nationaux du travail de production de l'information.

Parmi les différentes techniques de mobilisation déployées par la critique anti-hégémonique, celle qui enregistre le plus de succès dans la seconde partie des années quatre-vingt-dix est le développement de collectifs organisant une surveillance des médias centraux (*watchdogs*)¹⁰. Fondé en 1986, Fairness & Accuracy in Reporting (FAIR) est le premier et le plus visible de ces observatoires dans l'espace médiatique américain¹¹. Porté par un groupes de journalistes, de syndicalistes des entreprises de presse et d'activistes, il pose sur le travail quotidien des grands réseaux d'information un regard critique démasquant les biais, traquant les connivences entre journalistes et gouvernants, moquant les renvois d'ascenseur de la critique littéraire, dénombrant les influences des *think tanks* libéraux, assurant la comptabilité des interventions des universitaires et des intellectuels dans les médias et relevant (notamment au moyen de techniques de comptage développées par la sociologie du journalisme américaine) les déformations dans la couverture des événements sociaux.

En France, une mobilisation relativement similaire s'est engagée au milieu des années 90, avec les collectifs Raisons d'agir, Acrimed et Pour Lire Pas Lu (PLPL), prolongeant, transformant et radicalisant la critique systémique des médias entretenue de longue date par *Le Monde diplomatique*. Le renouveau de ce titre de presse dans la même période, son sauvetage financier assuré par une donation privée en 1996, la croissance très forte de son lectorat et la position particulière qu'occupe le journal dans la fondation du mouvement Attac constitue autant de témoignages du renforcement des thèses anti-hégémoniques dans la foulée du mouvement social de 1995. Les succès d'éditions des ouvrages de Pierre Bourdieu (1996), Serge Halimi (1997) ou Ignacio Ramonet (2001) marquent aussi de façon significative l'émergence d'un important marché pour les thèses anti-hégémoniques qui s'est d'abord structuré autour des critiques de la couverture médiatique de la guerre du golfe de 1991 avant de s'élargir en relayant les critiques à l'égard des effets de dépossession exercés par la clôture de l'espace journalistique. En étroite correspondance avec sa base sociale composée de journalistes (occupant souvent des positions marginales ou dissidentes), d'universitaires engagés (occupant eux aussi des positions souvent hétérodoxes dans leur univers), le travail exercé par les *watchdogs* permet une articulation entre critique interne du travail journalistique et critique externe du pouvoir médiatique. Les analyses produites par ces sites contre-experts pointent d'abord les manquements à la déontologie du journalisme : unilatéralisme dans les sources, trace de jugement de valeur, déformation des propos, sensationnalisme, etc. (Lemieux, 2000). Ils renvoient ainsi vers la profession journalistique ses propres exigences déontologiques réassurant ainsi les principes d'impartialité et d'objectivité qui participent de l'autonomisation et de la profession journalistique.

Dans la plupart des observatoires des médias, ce sont des sociologues, des enseignants des écoles de communication et de journalisme qui occupent une place primordiale fournissant à la critique ses théories de la domination et de l'hégémonie culturelle, prêtant ses indicateurs de multipositionnalité et ses techniques d'objectivation. Aux Etats-Unis par exemple c'est le Département de sociologie de l'Université de Sonoma qui, à travers le groupe Project Censored, publie depuis 1994 un ouvrage annuel sur les 25 événements que les médias n'ont pas couvert échouant ainsi dans leur mission « d'apporter au public les

10. Cette activité de surveillance s'enracine dans une longue tradition dont *Pueblos sub-informados de l'universitaire* et président de l'association des journalistes vénézuélien, Eleazar Diaz Rangel (1966 – travail dénonçant le traitement de l'information effectué par les agences de presse AP et UPI lors du débarquement de l'armée américaine à Saint-Domingue), est sans doute l'une des premières contributions.

11. Parmi les *watchdogs* américains, outre FAIR, il faut aussi compter Alternet.org développé par l'Independent Media Institute, Media Channel, National Coalition Against Censorship, Newswatch, etc. Il existe aussi des *watchdogs* « conservateurs » comme Accuracy in Media.

informations dont il a besoin pour prendre les bonnes décisions dans leur vie et dans leur vote »¹². Les écrits et la personne de Noam Chomsky jouissent par ailleurs, dans ces réseaux, d'une très forte influence. En dénonçant, de façon virulente les manipulations dont se rendent coupables les grands réseaux américains d'information, il a pu apparaître comme le premier des critiques de l'ordre médiatique américain. De façon significative, Noam Chomsky est aussi devenu une des figures les plus emblématiques des Forums Sociaux Mondiaux (FSM), rassemblant (après Lula) les plus larges foules lors de sa conférence au troisième forum de Porto Alegre, en 2003. Avec Attac dont les médias sont aussi un axe de prédilection, il a contribué à donner forme à certaines thématiques des forums sociaux mondiaux. Il s'agit toujours de dénoncer la « marchandisation de la culture et de l'information », « l'homogénéisation de la pensée », le « dogmatisme intellectuel », la « normalisation de l'imaginable », « l'empoisonnement des consciences » ou encore le « nouveau colonialisme symbolique ». Lors du dernier FSM, la création d'un « agenda social de la communication » a été réclamé à maintes reprises, préparant le lancement public de l'Observatoire international des médias (Media Watch Global – MWG) par *Le Monde diplomatique* et IPS. Constitué sur le modèle de ce qui a déjà été mis en place aux États-Unis, au Brésil ou au Venezuela, l'objectif du MWG est de construire un réseau d'observatoires nationaux de surveillance des médias structuré autour de trois types de participants : des professionnels, des universitaires et des représentants du public.

Critique expressiviste et média-activisme

La forme d'activisme médiatique qui, partant des États-Unis, a connu depuis Seattle un très rapide développement international, suit une trajectoire différente et mobilise d'autres ressources intellectuelles, technologiques et politiques que les *watchdogs* polarisés par la critique du pouvoir des médias et des conséquences de la désinformation des citoyens. Bien que reprenant à leur compte les critiques adressées aux médias centraux, les acteurs qui vont donner le jour au média-activisme dont le principal représentant est le très actif réseau des Indymedia, conçoivent d'abord leur engagement informationnel comme une forme directe et immédiate d'affirmation publique. Ils dénoncent dans un même mouvement l'objectivité illusoire des professionnels de l'information ainsi que la parole autoritaire des élites militantes des groupes d'extrême-gauche qui représentent à leurs yeux deux modalités différentes de confiscation de la parole. Leurs critiques portent ainsi sur le caractère centralisateur, conformiste, autoritaire et oppressif des médias centraux, en regard desquels ils proposent des espaces de diffusion alternatifs auto-organisés, souples, libérés *a priori* de toute censure et permettant de donner une tribune à la *multitude* des acteurs collectifs et individuels qui dessine les contours fuyants du mouvement altermondialiste. Cette inspiration libertaire et ce souci de l'ancrage dans les communautés d'expérience des mouvements en lutte prend sa source dans la tradition des médias alternatifs en réanimant notamment l'ambition de constituer un média *perspectiviste*, préférant la polyphonie des subjectivités à l'objectivité des experts, redistribuant à tous le droit à la parole et travaillant à l'effacement de la frontière entre producteurs d'informations bénévoles (militants, témoins) et professionnels (journalistes, experts). Pourtant, même s'il en hérite directement et si certains de ses promoteurs en sont directement issus, les différences sont sensibles entre le courant historique des médias alternatifs et sa recomposition sous l'étiquette du « média-activisme » dans la seconde partie des années 90. Les modes d'organisations et les ressources politiques ne sont pas les mêmes. Alors que les médias communautaires étaient pour la plupart nés de la rencontre de groupes organisés (parti, syndicat, église¹³) avec des communautés locales, le média-activisme ne s'appuie pas sur des structures organisationnelles très identifiables. Ses

12. <http://www.projectcensored.org/aboutus/index.html>.

13. Citons par exemple *TV dos Trabalhadores* (TVT), fondée en 1986 à l'initiative du syndicat des ouvriers métallurgistes de São Paulo dont sont issus la CUT et le PT brésiliens. Créée pour lutter contre la propagande du réseau de télévision *Globo*, elle fut notamment chargée de la campagne télévisée du candidat Luis Inacio « Lula » da Silva en 1989. Outre des syndicalistes, TVT comptait dans ses rangs des journalistes ainsi que des professionnels de la télévision et de la vidéo (Festa *in* Lewis, 1995).

promoteurs ne sont pas issus des métiers de l'information ni n'ont de contacts réguliers avec les journalistes professionnels. Ils se montrent méfiants à l'égard des subventions versés par les institutions et les fondations qui, aux Etats-Unis, ont largement soutenu les développements des médias communautaires et des *watchdog*. Surtout, le média-activisme construit une figure individualisée du militant informationnel, et ne cesse de travailler à le détacher des catégories d'appartenances territoriales, sociales ou politiques qui étaient reconnues positivement dans l'idéologie participationniste des médias alternatifs. La valorisation exacerbée des différents états du sujet (son corps, sa subjectivité, son autonomie) qui est faite dans ces milieux témoigne du processus d'individualisation qui s'opère dans les cultures politiques d'extrême-gauche pour y incorporer des traits, par ailleurs largement recomposés, de la tradition anarchiste.

Vidéo-activisme et radicalisation politique

Pendant les années quatre-vingt-dix, la contre-culture américaine s'est ancrée sur des terrains de luttes spécifiques (anti-guerre, chômage, précarité, immigration clandestine, toxicomanie, etc.) à travers un ensemble de mobilisations conduites par des groupes urbains, composés de jeunes militants souvent dotés de ressources sociales et culturelles importantes¹⁴. L'alliance nouée entre groupes politiques radicaux et populations exclues et marginalisées constituera un terrain de mobilisation fertile, dans lequel une place importante est faite aux outils de communication et, tout particulièrement, à la vidéo (Rinaldo, 2000) et à sa diffusion sur des réseaux publics câblés ou satellitaires (Halleck, 2002). Les réseaux américains de médias communautaires, toujours très actifs, s'y investissent avec une vigueur renouvelée en développant notamment des pratiques assez systématiques de capture vidéo des actions politiques qu'ils diffusent ensuite dans les réseaux militants. Fondée en 1981, le réseau new-yorkais Paper Tiger TV a diffusé plus de 400 programmes sur les chaînes réservées aux communautés sur le réseau câblé de Manhattan. Soutenu financièrement par des fondations et par l'appel à souscription auprès des téléspectateurs, le collectif de journalistes, d'activistes et d'artistes qui en assurent le fonctionnement multiplie les rencontres avec son public qu'il invite à participer à ses décisions stratégiques et aux choix de programmation. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, Deep Dish TV coordonne les différentes chaînes communautaires états-uniennes au moyen du satellite. Elle offre une programmation thématique en rassemblant différents reportages réalisés par les groupes locaux sur les questions d'accès à la santé, de sida, d'environnement, de prisons ou sur les protestations contre la guerre du golfe de 1991 (Stein, 2001). De son côté, l'émission radiophonique Democracy Now ! qu'anime Amy Goodman constitue un programme quotidien d'information alternative diffusé sur le satellite (Halleck, 2003). Plusieurs films réalisés par ces collectifs de vidéastes militants vont connaître une grande notoriété au sein de la contre-culture américaine. Ils portent sur les « gangs » new yorkais, les luttes zapatistes au Chiapas (« Zapatista », « Storm from the Mountain ») ou sur le mouvement des piqueteros argentins. Partie prenante des missions civiles en territoire palestiniens, ils organisent également des caravanes de l'information sur les différentes mobilisations en Amérique du sud et répondent à l'appel du sous commandant Marcos pour constituer des réseaux de protection civile et d'information sur la répression des indiens du Chiapas¹⁵. En rencontrant d'autres réseaux de vidéastes appartenant à une nouvelle génération plus jeunes, comme Big Noise Films, et les collectifs anarchistes réunis au sein du Direct Action Network ou de Reclaim the Street, ce sont ces groupes d'activistes vidéo qui donneront naissance au réseau Indymedia lors du contre sommet de Seattle de novembre 1999¹⁶ (Halleck, 2002 : 415-431. Cf. *infra*).

14. Nous devons une partie des informations développées dans cette partie à Leila Dahkli que nous remercions pour sa précieuse aide.

15. Harry Cleaver a notamment monté le réseau de diffusion du mouvement zapatiste. De nombreuses informations sur cette expérience sont consultables sur son site web personnel : <http://www.eco.utexas.edu/faculty/cleaver/zapsincyber.html>.

16. Les manifestations de Seattle donneront ainsi lieu à la production de multiples films « militants » comme « This is What Democracy Looks Like » monté par Big Noise Films à partir des matériaux tournés

Les média tactiques

Parallèlement à ce renouveau de l'activisme médiatique américain, en Europe principalement mais aussi en Australie et en Inde, se développe au début des années quatre-vingt-dix un mouvement porté par des théoriciens de l'esthétique et du design visant à créer des « médias tactiques » (*tactical media*) à partir des nouvelles ressources offertes par l'informatique de réseau. Il s'agit d'occuper une position originale sur les « frontières troubles entre l'art, les technologies, les médias et le politique » (Garcia, Lovink, 2002a). En empruntant à Michel de Certeau le terme de « tactique » pour l'opposer à celui de « stratégie » (renvoyé vers les médias anti-hégémoniques et contre-experts préoccupés d'exercer une influence réformatrice sur les médias traditionnels), ce mouvement développe une esthétique de la fuite, du contournement et du détour dont le texte d'Hackim Bey (1997) sur les « zones d'autonomie temporaire » (TAZ) est l'emblème. Même si elle n'en résume pas la diversité foisonnante, la mouvance qui se réunit aux Pays-bas, tous les trois ans, lors des conférences « Next 5 Minutes » en constitue la meilleure expression¹⁷. Initiée en 1993 à Amsterdam par un groupe d'artistes, de critiques d'art et de designers européens, mais aussi de militants issus des samizdats dissidents des pays de l'est, ces rencontres se présentent comme des lieux d'expérimentations de nouvelles formes de vie sur le réseau engageant des rapports étroits entre l'expression des subjectivités et les technologies vidéo et informatique. Le mouvement s'appuie sur un réseau très large de théoriciens des médias qui s'est construit au croisement des théories esthétiques et des informaticiens engagés dans le mouvement du logiciel libre¹⁸. La plupart de ses membres partagent leurs activités intellectuelles, souvent universitaires, avec des engagements dans les médias et les communautés alternatives. Ce courant des médias tactique va très rapidement avoir des ramifications internationales multiples et variées. Aux Etats-Unis, ce sont le Critical Art Ensemble (2001 ; 2002) et l'Electronic Disturbance Theater qui développent une conception de la lutte dans l'espace digital à la manière d'une guérilla urbaine.

« Né du dégoût de l'idéologie » (Garcia, Lovink, 2002b, p. 78), les médias tactiques refusent le conflit et les stratégies de lutte pour le pouvoir. Ils font l'éloge de la mobilité, de l'hybridation et de la désertion de la scène politique. Ce désengagement des espaces politique et médiatique traditionnels, qui reproduit en cela les ressorts de l'autonomie artistique, est redoublé par un refus express de la recherche de la vérité et de l'objectivité. « Les médias tactiques ne se contentent pas de rendre compte des événements ; n'étant jamais impartiaux, ils y prennent toujours part, et c'est cela, plus que toute autre chose, qui les distingue des médias dominants » (Garcia, Lovink, 2002a, p. 73). Ils héritent donc du mouvement des médias alternatif, mais « sans le label de contre-culture et les certitudes idéologiques des précédentes décades » (Lovink, 1993 : 254). L'ancrage politique des médias tactiques apparaît dès lors beaucoup moins stable et assuré qu'il ne pouvait l'être dans la mobilisation communautaire autour des médias participatifs dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Témoignant du processus d'individualisation des engagements, ils se proposent même de participer à toute sorte d'expériences qui peuvent aider à brouiller les catégories traditionnelles et montrer l'encastrement entre le marché, le militantisme et le monde de l'art.

Adeptes de l'hybridation et des identités instables, préférant les processus aux productions, refusant les engagements politiques structurés et les étiquetages artistiques, les tenants de cette forme de radicalité esthétique vont « politiser » leurs activités au contact du monde des hackers. Là est sans doute leur contribution décisive à la formation du milieu de cyber-

dans les rues de Seattle par plus d'une centaine d'activistes et « Showdown in Seattle » réalisé avec les images d'Indymedia.

17. Sur la dimension la plus esthétique des médias tactiques, on renvoie au *text book* d'A. Bureau et N. Magnan (2002). Voir aussi les archives de la liste de diffusion Nettime, principal lieu de discussion et de production des acteurs des médias tactiques.

18. Le type d'esthétique développée à travers les médias électroniques s'exprime bien dans les interviews d'activistes, de penseurs et d'artistes réalisés par Geert Lovink (2002).

activistes de l'information qui va se cristalliser à Seattle. En effet, souvent closes autour de leurs propres intérêts, les communautés de développeurs de logiciels libres entretiennent un rapport généralement distant et critique à l'égard des autres univers sociaux. Ainsi le monde de l'open source échappe-t-il assez largement à une interrogation sur l'activisme militant de ses membres (Moody, 2001). Cependant, une fraction de développeurs de logiciels « libres », notamment celle qui se retrouve dans les revendications de la Free Software Foundation de Richard Stallman, s'est très nettement impliquée dans les activités de lobbying auprès des pouvoirs publics, autour des questions de brevetabilité et de propriété intellectuelle, mais aussi dans des mobilisations à vocation plus générale, souvent au côté des mouvements internationaux de critique du néolibéralisme. Cette fraction « politisée » du monde du logiciel libre se présente comme une contre-culture militante et radicale dans laquelle se mêlent exercice de virtuosité technique, guérilla digitale contre les institutions¹⁹ et modes de production collective du logiciel organisée sous un format réticulaire. L'univers du logiciel libre reformule ainsi le cadre d'action collective *expressiviste* et propose, en acte, un modèle de participation étendue dans lequel les utilisateurs sont aussi des développeurs qui participent à la production collective d'un bien commun : le logiciel. Les formes d'échanges développées avec succès dans l'univers du logiciel libre ont donné corps à une forme de vie qui va intéresser les générations de jeunes militants à plusieurs titres : parce qu'il constitue un modèle effectif de coopération, parce qu'il instaure un principe de propriété collective opposable aux logiques d'enclosure propriétaires du marché (Microsoft incarnant dans cet univers l'ennemi le plus dangereux), parce que, enfin, il invite chaque personne à être « proposante » et active dans la production du logiciel mais aussi de toute une série d'autres biens que ces militants souhaitent faire passer dans un « univers libre » afin de résister à leur marchandisation. Un des lieux de cristallisation et de rencontre de ces différents univers (techno, informatique, artistes, activistes) sont les *hacklabs* (Blicero, 2001), lieux d'expérimentation qui réunissent en Espagne ou en Italie hackers et militants radicaux des Centres sociaux. Cette alliance entre développeurs et activistes, tous jeunes, passionnés et en recherche de modèle de subversion a trouvé facilement à se nouer dans les différents lieux de la contre-culture (squatts, concerts, séances de démos informatiques, salles de presse indépendantes) qui accompagnent désormais, dans ses marges, les mobilisations du mouvement altermondialiste (e.g. le MétalloMédialab de la Maison des métaux lors FSE de Paris Saint-Denis, le Centre des médias indépendants à Gêne ou l'Usine à Genève pendant le contre-sommet G8-illégal)²⁰.

Le réseau Indymedia

Le réseau Indymedia (Independent Media Centre – IMC) qui a été fondé lors des manifestations de la « bataille de Seattle » (1999) constitue la structure média-activiste la plus originale et la plus populaire du mouvement altermondialiste. Sa naissance s'appuie, d'une part, sur l'intégration horizontale des différents acteurs des médias alternatifs américains et, d'autre part, sur la mise en place de procédures organisationnelles favorisant la coopération et l'horizontalité (Downing, 2003). Quelque temps avant la rencontre de l'OMC, les collectifs de vidéastes militants de Free Speech TV, Paper Tiger TV, Deep Dish TV, Big Noise Films, Whispered Media, etc. étaient alors très fortement engagés dans la mobilisation contre la condamnation à mort du journaliste afro-américain Mumia Abu Jamal. Ayant à faire face à des impératifs de concertation et de coordination pour éviter que l'état de Pennsylvanie ne prononce l'arrêt d'exécution, les militants avaient organisé des points de rencontres physique pour partager les tactiques et les vidéos conçus par les différents comités. En prévision des manifestations de Seattle, ils avaient songé à créer un site web pour partager ces

19. Le répertoire des actions politiques utilisant le web comme support (*mail bombing*, grève de l'Internet, manifestation virtuelle, etc.) a été principalement construit par des groupes de hackers proches des milieux artistiques (Critical Art Ensemble, Electronic Disturbance Theater, Zone d'autonomie temporaire, etc.) (Dominguez, 2002)

20. Le collectif français Samizdat, d'inspiration autonome, qui fait exception en refusant le principe de l'*open publishing*, s'apparente volontiers aux expériences des médias tactiques dont il est l'un des principaux relais en France.

documents et leurs informations. Celui-ci devait permettre de poster du texte mais aussi des vidéos et des enregistrements sonores²¹. À Seattle, le site d'Indymedia permet de mettre en partage les textes et les vidéos des manifestants, permettant ainsi au mouvement de produire ses propres représentations. Le succès de l'initiative dépassera largement toute les attentes et donnera naissance à l'infrastructure du réseau Indymedia.

En partie inspirée par l'activité médiatique des zapatistes, le réseau Indymedia n'entre pas dans une logique « alternative » de contestation de l'hégémonie des médias mais cherche directement à mettre les médias au service de la mobilisation (Kidd, 2003). Comme le réseau de radios féministes FIRE qui l'a précédé sur des bases identiques, le réseau des IMC s'est constitué de façon internationale en endossant une posture d'autonomie par rapport aux enjeux posés par les médias traditionnels. Mais la création d'Indymedia se distingue surtout par la mise en place d'un mode d'organisation qui marque une différence sensible par rapport aux formes historiques développés par les médias communautaires (Downing, 2001). Les quelques 120 collectifs Indymedia répartis sur les cinq continents fonctionnent sur une base auto-organisée et décentralisée. La principale caractéristique de ces médias est de soutenir le principe de la publication ouverte (*open publishing*) permettant à l'ensemble des individus qui le désirent de publier en ligne, quasi-instantanément et en différentes langues, tout type de documents (textes, sons, images fixes ou animées). La plupart du temps, appliquant un principe de stricte transparence, les animateurs se refusent à exercer un contrôle éditorial. Le modèle de fonctionnement des média-activistes tente autant que possible de promouvoir une structure collaborative minimisant les relations d'autorité. Se défiant des procédures de délégation, de représentation et de vote, ils s'en remettent au principe du consensus. À la différence de la critique développée dans les médias contre-experts qui emprunte plutôt les formes habituelles de la dénonciation (les persécuteurs sont les multinationales, les États et les organisations internationales – OMC, FMI, Banque mondiale, etc. – ; les victimes sont principalement les paysans et les travailleurs), les sites média-activistes appuient plutôt une dénonciation des forces de répression de l'État (police et armée) en prenant la défense des sans-parts (sans droit, sans logement, sans papier, sans emploi, etc.) (Cardon, Granjon, 2002). Les pratiques informationnelles sont en elles-mêmes des formes de mobilisation et les stratégies de publication qu'ils mettent en œuvre sont destinées à couvrir et à politiser « la répression des événements » (Fiske, 1992) en s'attachant particulièrement à filmer et photographier les piquets de grève, les manifestations « dures » et les répressions policières.

L'éclatement des mobilisations informationnelles au sein du mouvement altermondialiste

Délimiter le périmètre des mobilisations informationnelles qui se sont investies dans les différentes activités de la galaxie altermondialiste est une tâche difficilement justifiable tant il apparaît difficile de statuer sur les frontières exactes du mouvement et sur le sens donné à l'attribution du label « altermondialiste ». Aussi voudrait-on, dans cette partie conclusive, simplement pointer la diversité des manières dont les seuls réseaux et acteurs dont nous venons de retracer pour partie l'histoire se sont positionnés à l'intérieur ou à l'extérieur du mouvement. L'extrême plasticité des modalités d'inscription dans le mouvement altermondialiste ne rend pas inintelligible la diversité de leurs trajectoires d'entrée. En effet, les attitudes adoptées, les répertoires d'action mobilisés, les comportements à l'égard des autres composantes du mouvement et les interactions entre les différents segments des mobilisations informationnelles sont pour une large part déterminés par les cadres d'engagements et les trajectoires que nous venons de reconstituer. Comme en témoigne le graphe ci-joint l'éclatement des points de contact des mobilisations informationnelles avec le mouvement altermondialiste apparaît de façon sensible. Alors que les acteurs de la

21. Cf. le récit de DeeDee Halleck : <http://amsterdam.nettime.org/Lists-Archives/nettime-1-0112/msg00013.html>.

critique *anti-hégémonique* se sont intégrés dans les espaces de débats des forums sociaux ou coordonnent leurs actions pour représenter la « société civile » dans le processus onusien du Sommet mondial pour la société de l'information (SMSI), les réseaux *expressivistes* des médias activistes et des médias tactiques restent en marge des forums sociaux et se retrouvent en revanche au cœur des mobilisations (manifestation, squatt, actions de désobéissance, etc.). Cette opposition entre des répertoires d'action orientés vers la parole ou vers l'action témoigne bien de la diversité des configurations sociales et idéologiques respectives des réseaux que nous avons suivis jusqu'ici. Elle apparaît avec d'autant plus d'évidence lors des grands rendez-vous altermondialistes où les acteurs des mobilisations informationnelles ne se rencontrent guère dans des cadres communs, ne se reconnaissent pas derrière une identité collective et ne s'identifient que faiblement comme parties prenantes d'un espace relationnel (Melucci, 1996). Cet éclatement montre, si besoin était, que le dispositif des forums sociaux ne redéfinit que marginalement les orientations des acteurs en les obligeant à réagencer leur logique d'action au contact des autres réseaux²². Alors que la génération des années soixante-dix avait, au moins partiellement, su partager un répertoire d'action commun à travers la création des agences internationales d'informations alternatives et les réseaux internationaux de médias communautaires, il n'en va pas de même aujourd'hui. La reformulation d'un répertoire d'action commun susceptible d'agréger les intérêts des différents réseaux (l'Internationale des *watchdogs* proposée par le Media Global Watch et la campagne CRIS pour le SMSI) est encore en gestation et n'a pas, loin s'en faut, su convaincre l'ensemble des réseaux. Il est en effet difficile d'agréger des acteurs dont les intérêts et les cadres d'actions, sans être toujours contradictoires – ce qu'ils sont cependant parfois fortement –, se sont construits en référence à des horizons différents. Il faut alors interroger le type de ressources et de contraintes que la participation aux rassemblements altermondialistes est susceptible d'offrir aux mobilisations informationnelles. On peut dégager au moins trois types de contradictions différentes dans le processus de coordination des mobilisations informationnelles, chacune d'elle renvoyant vers des questions propres à la dynamique du mouvement altermondialiste : comment faire entendre la critique anti-hégémonique au sein d'un mouvement hyper-médiatisé ? Comment décrire la base sociale et le projet politique de la nébuleuse média-activiste ? Les mobilisations informationnelles doivent-elles participer au processus de négociation mis en place par les Institutions internationales (ONU, UIT) à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information ?

[VOIR SCHEMA ANNEXE \(image jpeg\)](#)

Les stratégies de médiation du mouvement altermondialiste

Le premier point de tension entre les mobilisations informationnelles réside dans l'absence de contact, si ce n'est la méfiance et l'hostilité, entre les acteurs de la critique anti-hégémonique et ceux du médiactivisme. Pour des raisons historiques, les acteurs de la critique anti-hégémonique, sont fortement intégrés au sein de l'espace central de débats des Forums sociaux mondiaux et européen²³. Lors des séances plénières, ils occupent la tribune et imposent leurs thèmes, sans accorder beaucoup de place aux représentants des médias activistes. De fait, les représentants des médias alternatifs dans les débats des forums sociaux sont plutôt les fédérations de médias locaux et communautaires « traditionnels » que le tissu de nouveaux médias engagés dans la critique expressiviste. Tout se passe comme si

22. Ou plutôt, ces réagencements des stratégies organisationnelles consécutives à la création de nouveaux liens avec d'autres acteurs, qui constituent pour Mario Diani (2000) une propriété des « nouveaux » mouvements sociaux, ne se réalisent que dans le périmètre étroit de familiarités antérieures entre réseaux ou par la rencontre de réseaux nationaux différents partageants des cadres d'actions relativement proches (Cardon, Heurtin, 2003).

23. Rappelons qu'Ignacio Ramonet est à l'origine du lancement d'ATTAC et que le directeur du *Monde diplomatique*, Bernard Cassen (2003), joue un rôle important dans l'initiative des Forums sociaux.

les tenants de la critique anti-hégémonique poursuivaient au sein du mouvement altermondialiste le type de dialogue qu'ils avaient tissé dans le prolongement des débats du NOMIC avec les médias militants et communautaires²⁴. De sorte qu'ils leur est difficile de saisir l'animation désordonnée qui règne au sein de l'univers de l'*open publishing*. Ils se montrent d'ailleurs parfois très critiques à l'égard des postulats « naïfs » des médias-activistes, leur croyance en la possibilité d'une participation ouverte, leur relativisme et de leur fascination pour les technologies de l'Internet (Halimi, 2000). Les relations entre ces deux univers semblent fait de méconnaissance et d'incompréhension mutuelle. Cette difficulté se trouve en quelque sorte au cœur d'un des paradoxes de l'action collective exprimée par la théorie de la mobilisation des ressources. En effet, on peut considérer qu'en luttant pour la démocratisation des médias, en instaurant des observatoires vérifiant l'honnêteté de la couverture des mouvements altermondialistes, en exigeant des médias traditionnels une plus grande ouverture vers ces causes nouvelles, complexes et souvent souterraines, les acteurs de la critique anti-hégémonique « abaissent les coûts de mobilisation » pour les autres réseaux d'acteurs du mouvement altermondialiste, qui peuvent ainsi en bénéficier (Carroll, Hackett, 2003). Cependant cet effet vertueux se trouve en partie inhibé. Compte tenu de la rareté des ressources à leur disposition, les autres réseaux du mouvement altermondialiste peuvent se sentir déchargés d'avoir à porter par eux-mêmes les exigences de la critique anti-hégémonique alors qu'ils bénéficient de ces effets. Or plus ils obtiennent de reconnaissance publique et un accès aisé aux grands médias, moins ils ont de raisons de soutenir et d'encourager une critique vigoureuse et radicale des médias dominants.

Cette question est aujourd'hui au centre des relations que la critique anti-hégémonique – « française » - entretient avec le mouvement altermondialiste. Celle-ci n'ayant cessé de rappeler à l'ordre les acteurs les plus en vue du mouvement altermondialiste en leur reprochant leur médiatisation, en dénonçant l'attrait des médias pour le « nouveau » et « l'anecdotique », et en s'indignant de la marchandisation de la contestation. De façon significative, lors du FSE 2003, l'intervention de Serge Halimi (2003) de PLPL ne portait pas sur la couverture du forum par les médias mais sur les risques que courait le mouvement en se compromettant avec les médias²⁵. L'exercice de cette vigilance critique – élément de réflexivité sans doute indispensable à la préservation des intérêts coalisés par le mouvement altermondialiste – heurte de plein fouet le développement des stratégies d'intéressement des médias développés par de nombreux acteurs du mouvement altermondialiste. Ceux-ci ont en effet créés des services de communication efficaces usant de recettes éprouvées, jusque dans la théâtralisation de la contestation²⁶. Aussi, une position « radicale » dans la relation aux médias s'entendrait-elles sans doute mieux si elle s'accompagnait d'un encouragement actif au développement des médias alternatifs, et notamment vers ceux qui s'expriment dans le média-activisme, encouragements que les réseaux anti-hégémoniques, principalement composés d'universitaires, d'essayistes et de journalistes, ne concèdent qu'avec parcimonie aux médias activistes. Endossant cette fois une posture radicale, ceux-ci proposent de réaliser effectivement un « contre espace-public » en se déconnectant de

24. De façon significative, la rubrique « Médias alternatifs » du site d'Acrimed compte 13 articles sur la presse alternative (souvent locale et politique), 4 sur les radios alternatives (principalement sur la Confédération nationale des radios libres), 14 sur les télé associatives (Zalea TV et Fédération des vidéos des pays et des quartiers). En revanche, la rubrique « Internet indépendant » est vide (au 15/11/03).

25. Cette ligne d'attaque est développée de façon récurrente par PLPL et par la revue *Agone* (Halimi, Rimbart, 2002). Elle a aussi été formulée dans un texte du Groupe Médias d'ATTAC (2002) qui a suscité un profond débat au sein de l'organisation. Le texte demande une sorte de moratoire sur la participation des membres de l'association aux médias ou plutôt elle enjoint aux « contestataires [...] lorsqu'ils parlent dans les médias » de ne pas « se taire sur les médias ni se plier à la mise en scène que ces médias réclament ». De sorte que « l'une des conditions élémentaires à la participation à des émissions ou tribunes offertes par un grand média pourrait être l'inclusion dans son exposé d'un élément de critique des médias dominants, par exemple de la censure qu'ils opèrent lorsqu'une information vient compromettre la réputation de leurs propriétaires, actionnaires ou ami influent – mise en examen, condamnation pour plagiat, etc. »

26. On peut se référer sur cette question au très astucieux *how to* de Jason Salzman (2003) qui décline les différentes techniques de production d'images médiatisables pour les campagnes des ONG.

l'espace médiatique traditionnel. Ainsi, les libertaires du Village anticapitaliste, alternatif et antiguerre (VAAAG) lors du contre-sommet du G8 à Annemasse de juin 2003 refusaient l'entrée aux journalistes de télévision, mais avaient, en revanche réservé une place centrale dans le village à l'ensemble des médias alternatifs développée dans la mouvance anarchiste (salle de presse Indymedia, radios, presses anarchistes, etc.)

Même si elle apparaît souvent au devant de la scène, la tension que génère le débat sur le rapport aux médias centraux à l'intérieur du mouvement altermondialiste reste cependant très largement démentie par les pratiques informationnelles développées par un nombre très important d'acteurs du mouvement. En effet, les logiques d'engagement avec les médias empruntent plutôt des figures de compromis qui s'attachent à réagencer des éléments de la critique anti-hégémonique et de la critique expressiviste. C'est le cas tout particulièrement d'organisations développant des publications sur Internet permettant de rendre publiques leurs activités d'analyse et de contre-expertise sur leur domaine d'action particulier²⁷. Ces publications militantes en ligne constituent sans doute une des illustrations les plus pertinentes des effets de la réduction des coûts de production et de diffusion de l'information sur Internet. Ces sites proposent une masse souvent considérable de documents et exercent un travail spécialisé de contrôle sur les institutions et les politiques qui relèvent de leur domaine d'action. En rendant ainsi publique cette contre-expertise, ils attirent aussi à eux les journalistes spécialisés de la presse centrale qui trouvent dans ces sites d'information des sources d'alerte, d'information et de décryptage des dossiers dont ils assurent la couverture. Si bien que les liens d'interdépendances entre journalistes et militants spécialisés (Neveu, 1999) deviennent le lieu de construction d'un ensemble de micro-espaces d'échange d'informations qui contribuent à une plus grande ouverture du travail journalistique sur les sujets dont les réseaux altermondialistes sont porteurs. En invitant ainsi les journalistes à prêter attention à des sources moins conventionnelles et à s'ouvrir à d'autres formats informationnels, les sites de contre-expertise ouvrent des espaces hybrides dans lesquels vont se discuter, s'échanger, s'opposer arguments et informations. C'est le cas par exemple de la liste de discussion sur Internet, *Escape*, co-animé par Florent Latrive, journaliste à *Libération*, qui réunit la plupart des militants et experts français des débats entourant la propriété intellectuelle et le brevet logiciel (et proche de ce fait de la mouvance française des « médias tactiques »). Le recrutement des participants à ce forum réunit le carnet de contacts du journaliste, mais aussi, par un effet boule de neige, un ensemble hétérogène d'acteurs se mobilisant contre le renforcement de la propriété intellectuelle dans l'économie numérique (juristes, informaticiens, journalistes, artistes, bibliothécaires, musiciens, chercheurs, etc.). Véritable « forum hybride » (Callon et al., 2001), cette liste constitue une source d'information dialogique, ouverte constamment sur les nouvelles informations du domaines, appelant immédiatement commentaires et critiques, promouvant les initiatives et les mobilisations proposées par ces réseaux²⁸.

Des « multitudes » médias-activistes ?

Les médias activistes considèrent que la dénonciation de l'hégémonie culturelle et de la concentration capitaliste des médias dominants constitue une proposition insuffisante pour créer de réelles alternatives, notamment parce qu'elle ne garantit rien contre la reconstitution d'autres formes de confiscation de la parole, par les experts ou les porte-

27. La plupart des « grandes » ONG et des *think tanks* de l'altermondialisme ont ainsi développé des sites contre expert : Attac avec le Grain de sable et Attac-infos (Granjon, Cardon, 2003b), , Focus on the Global South, Greenpeace, etc. Mais il faut aussi compter sur le développement d'initiatives portés par des individus ou des petites collectifs pour construire un espace d'expertise particulier comme les sites Everyone is an expert, Sortir du nucléaire ou encore Transnationale.org, initiative individuelle d'un cartographe méticuleux du capitalisme.

28. Ces greffes du travail journalistique avec les collectifs contre-experts développés au sein du mouvement altermondialiste s'observent aussi à travers les pratiques de coopérations et d'échanges au sein de la presse « militante » proche du mouvement altermondialiste (*Politis*, *Témoignage Chrétien*, etc.) et des sites web « participatifs » de l'Internet citoyen (Place publique, Médiasol, La Ciranda, etc.). Cf. Cardon, Granjon (2002).

parole d'organisations militantes. Restant ainsi en marge des débats des Forums sociaux, leur participation est regardée avec méfiance et distance par les organisations « centrales », comme en témoignent les difficultés d'accréditations d'Indymedia lors du dernier FSE. Les médias activistes sont en revanche très présents dans les espaces périphériques des forums sociaux : villages de jeunes, campements des no-vox, salles de presse alternatives, manifestations, actions de désobéissance, hacklabs, etc. Comme l'explique Geert Lovink et Florian Schneider (2002), et comme le montre aussi tout un ensemble d'attitudes de refus et de retraits des mouvements qui leur sont proches en France lors de la préparation du Forum social européen²⁹, l'organisation des contre-sommets et des forums sociaux reste à leur yeux entachée par des menaces bureaucratiques et la réactivation d'enjeux de pouvoir entre organisations politique d'extrême gauche. Dans une logique spontanéiste et libertaire, les médias-activistes se défient des pouvoirs constitués, se moquent des théories conspirationnistes de Chomsky et valorisent l'expression autonome et libre des subjectivités³⁰.

L'émergence de cette nébuleuse médias activistes marque une redéfinition assez profonde de la critique expressiviste, si bien que les acteurs qui s'y sont engagés se sont d'une certaine manière assez fortement éloignés des modèles « participatifs », « communautaires » ou « citoyens » qui étaient au cœur de la définition des médias alternatifs des générations précédentes. Aussi est-il nécessaire de s'arrêter sur le travail que les intellectuels opèrent dans le réagencement de ce nouveau cadre d'action. C'est, en effet, autour du concept de « multitudes » développées dans *Empire* (Hardt, Negri, 2000), construction théorique très en vogue au sein du mouvement altermondialiste, que se retrouve aujourd'hui une partie des acteurs du média activisme³¹. Même si les différences de sensibilité entre la tradition libertaire d'Indymedia et les références hétérogènes des médias tactiques à l'opéraisme italien (par exemple le collectif Samizdat en France), aux approches post-modernes des mondes virtuels ou aux esthétiques de la disparition ne doivent pas être négligés, même si le haut niveau d'abstraction d'*Empire* rend sa lecture relativement difficile pour la plupart des militants de l'information, ce cadre intellectuel constitue un véritable outil d'analyse, mais aussi d'autocompréhension pour les acteurs, des pratiques et des formes de vie développées par le média activisme. Ainsi les médias tactiques se définissent-elles comme « multitudes digitales » (Lovink, Schneider, 2002) et la revue française *Multitudes* a-t-elle entrepris de jeter des ponts entre cet esprit deleuzo-négriste et le monde du logiciel libre.

La construction intellectuelle sur laquelle repose les « multitudes » s'établit délibérément en opposition à l'architecture de rapports de domination et de représentation définie par la tradition marxiste dont se nourrit la critique anti-hégémonique. En opposition au « peuple » ou à la « classe » (Virno, 2002), les multitudes ne sont pas des « individus » mais des « singularités non représentables » insiste Toni Negri (2002 : 36). Elles désignent la multiplicité et ne peuvent de ce fait entrer dans un quelconque format de représentation. Les promoteurs des « multitudes » refusent le rapport de force entre pouvoir et contre-pouvoir qui constituait le jeu de balancier entre critique de l'hégémonie des médias et participation populaire sur des supports alternatifs. Si bien que les bases sociales sur laquelle se construisent des « contre-publics » ne peuvent être étayés par les systèmes d'équivalence qui avaient cours avec des médias alternatifs construits autour de groupes syndicaux, politiques, socio-culturels ou territoriaux. Ceci pour au moins deux raisons. D'abord parce que la coupure entre un public et un contre-public autonome n'a plus lieu d'être. « Les espaces publics de la société moderne [...] tendent à disparaître dans le monde postmoderne » indiquent M. Hardt et T.

29. Lors du FSE, les réseaux des médias-tactiques se sont réfugiés à la Maison des métallos pour établir un Medialab. L'événement ne faisait pas partie de la programmation officielle.

30. « New social formations are taking possession of the streets and media spaces, without feeling the need of representation by some higher authority, not even the heterogeneous committees gathering in Porto Alegre » (Lovink, Schneider, 2002).

31. Sur un versant sans doute bien plus « théorique », Toni Negri constitue aujourd'hui au côté de Noam Chomsky, Ignacio Ramonet, Arundhati Roy, Naomi Klein, Walden Bello, etc., une des figures de référence des rassemblements altermondialistes. Lors du FSE 2003, il dialoguait avec Axel Callinicos sur le thème « Multitudes ou classe ouvrière ? ».

Négri (2000 : 36). Si bien que « la dialectique moderne de l'intérieur et de l'extérieur a été remplacée par un jeu de degrés et d'intensités, d'hybridation et d'artificialité ». Il n'y a dès lors guère d'utilité à se coaliser pour lutter contre les représentations dominantes produites par les médias. De telles mobilisations organisées n'auraient pour objectif que de canaliser « les besoins et les désirs de la multitude en formes qui peuvent être représentées dans le cadre du fonctionnement des structures de pouvoir mondiales » (Hardt, Négri, 2000 : 379). Ensuite parce que dans le monde des multiples, la créativité et l'inventivité requises des individus invite à valoriser leurs différences plutôt que les catégories marquant leurs appartenances communes. M. Hardt et T. Négri (2000 : 88) désignent ainsi comme une « tâche politique importante » de fonder « un nouveau type de communication qui fonctionnerait non sur la base des ressemblances mais sur celle des différences : une sorte de communication des singularités ». Un tel projet qui associe très étroitement l'individuation à l'actualisation des facultés créatrices et inventives des personnes requiert aussi, de leur part, une forme de coopération quasi spontanée. En considérant les facultés coopératives comme « immanente à l'activité de travail elle-même », M. Hardt et T. Négri (2000 : 359) en font « le potentiel pour une sorte de communisme spontané et élémentaire », une manière d'« anarcho-communisme » (Gorz, 2003). On comprend alors pourquoi cette approche prête tant d'attention au développement du « capitalisme cognitif » dans lequel la coopération sociale est au cœur de l'activité productive dont elle est la principale source de valeur. On saisit aussi en quoi les modèles de coopération développés à l'intérieur des communautés du logiciel libre ont pu être érigés en une sorte d'avant-garde des mouvements de lutte contre la marchandisation qui, selon la formule de John Holloway (2002), veulent « changer le monde sans prendre le pouvoir »³².

Un cadre d'action pour coaliser les mobilisations informationnelles ?

Le dernier enjeu auquel se trouvent confrontées les mobilisations informationnelles est celui de leurs stratégies de coalition à l'égard des dispositifs mis en place par les Institutions internationales pour construire un cadre à la gouvernance de la « Société de l'information ». A cet égard, le travail préparatoire au Sommet mondial de la société de l'information (SMSI, Genève/Tunis, décembre 2003/décembre 2005) offre un véritable cadre d'engagement pour les mobilisations informationnelles. L'IUT qui a été mandaté par l'ONU pour organiser ce sommet a choisi d'en faire un exemple de « nouvelle gouvernance internationale » en ouvrant le processus préparatoire du sommet à la Société civile ainsi qu'au Secteur privé. Aussi, depuis près de deux ans un nombre important d'associations militants pour le droit à la communion, la démocratisation de l'accès à l'information, la lutte contre la fracture numérique, la globalisation des industries culturelles, etc., se sont-elles progressivement coalisées pour « représenter » la « société civile » au SMSI (Fortin, 2002)³³. Les acteurs qui animent cette campagne sont pour la plupart issus des multiples coalitions d'initiatives qui se sont formées dans les années quatre-vingt à la suite de l'échec du NOMIC en regroupant des segments des mobilisations anti-hégémoniques et communautaires (cf. *supra*). Ce réseau d'acteurs se distingue, d'une part, des mobilisations anti-hégémoniques qui se sont reconstituées dans les années quatre-vingt-dix autour des *watchdogs* dans une critique plus « nationale » du pouvoir exercé par les médias et, d'autre part, de la nébuleuse média-activiste qui a reformulé radicalement la critique expressiviste dans les années quatre-vingt-dix. Il est donc moins en prise avec les dynamiques centrales du mouvement altermondialiste qu'incarnent assez typiquement ces deux groupes d'acteurs (en simplifiant Attac, d'une part, et Indymedia, de l'autre). Les mobilisations informationnelles autour du SMSI doivent plutôt s'interpréter comme la réanimation d'un compromis antérieur formé dans les années quatre-vingt entre critique anti-hégémonique et expressiviste. On retrouve ainsi des collectifs de médias communautaires, comme ceux de Global CN Partnership ou de Videazimut (Peugeot, 2001), et des experts ayant participé aux débats du NOMIC et qui continue de tenir le rapport MacBride comme programme de revendication. A cet égard, la campagne

32. Voir aussi Benassayag, Sztulwark (2001).

33. Sur le rôle des dispositifs onusiens, notamment de l'ECOSOC, dans la production d'une société civile internationale, cf. Passy (1999).

CRIS est l'exemple même de la coalition de ces différents groupes d'acteurs. Elle réunit entre autres l'AMARC (Association mondiale des radios communautaires), WACC (World Association for Christian Communication), The MacBride Round Table on Communication, IRIS (Imaginons un Internet solidaire), etc. En dépit de sa très grande diversité, les principaux porte-parole de la campagne CRIS sont issus de la mobilisation du NOMIC et ont remis sur le devant de la scène la revendication d'un « droit à la communication »³⁴.

Même si les dynamiques des rassemblements du mouvement altermondialiste ne sont pas directement à leur origine (la Plateforme de coopération pour la communication et la démocratisation qui en est à l'origine a été fondé en 1996), il est incontestable qu'elles ont permis d'accélérer et de densifier les relations entre les acteurs engagés dans le processus du SMSI. C'est notamment lors du deuxième Forum social mondial de Porto Alegre en février 2002 qu'a été lancée la campagne CRIS lors d'un séminaire organisé par ALAI, APC et l'APRESS (Agence pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire). Les rassemblements altermondialistes offrent en effet à ces militants quasi-professionnels des possibilités de coordination pour approfondir les processus d'interconnaissance, faire converger leur vue et définir des agendas d'actions. De façon significative, et en dépit de sa très grande diversité, une forme de « société civile » s'est consolidée lors des processus préparatoires au Sommet. Même si l'extension du réseau vers les médias activistes ne s'est encore que faiblement concrétisée, elle a cependant pris forme à travers les mobilisations altermondialistes. De sorte que le thème de la promotion du logiciel libre et de la lutte contre l'extension de la propriété intellectuelle, thème porté par les médias activistes et tactiques, a pris une importance de plus en plus grande dans la plateforme de « points non négociables » rédigée par les réseaux des représentants la société civile au SMSI. Il est aussi remarquable que l'un des débats internes à ces différents regroupements ait porté sur la question de savoir jusqu'à quel point les organisations de la société civile devaient accepter de participer aux instances de concertation mise en œuvre par l'IUT pendant le processus préparatoire. Familier des discussions avec les institutions internationales, ceci depuis les débats organisés avec l'Unesco dans les années 80, les porte-parole de CRIS étaient plutôt enclin à conduire une stratégie de participation critique. Mais, les contacts avec les militantismes informationnels de la seconde génération, notamment ceux qui s'expriment à travers les réseaux médias activistes et tactiques rencontrés lors des rassemblements altermondialistes, les ont conduit à une position de refus beaucoup plus affirmée. Le réalignement des cadres d'action qui s'est opéré avec l'extension du réseau des acteurs mobilisés a semble-t-il conduit à radicaliser les positions de la « société civile » et surtout l'a amenée à coordonner un répertoire d'action mixte, acceptant d'une part de participer aux négociations (tout en affirmant des « points non négociables ») et à préparer, notamment avec les médias activistes, un contre-sommet s'inscrivant dans une logique de refus plus tranchée.

Bibliographie

- Ambrosi (Alain), 1999, « Difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace global », Proulx (Serge), Vitalis (André), *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Apogée, p. 99-122.
- Arnison (Matthew), 2001, « Open Publishing is the Same as Free Software » , <http://www.cat.org.au/maffew/cat/openpub.html> (déc. 2003).
- Atton (Chris), 2002, *Alternative Media*, Londres, Sage.
- Barlow (William), 1988, « Community Radio in the US. The Struggle for a Democratic Medium », *Media, Culture & Society*, vol. 10, p. 81-105.
- Benasayag (Miguel), Sztulwark (Didier), 2000, *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte.

34. C'est le cas par exemple – parmi d'autres – de son principal animateur, Sean O'Siochru, journaliste, chercheur, consultant et activiste. Il est l'ancien secrétaire général de Table-ronde MacBride, cf. Fortin (2002 : 293-294).

- Bérout (G.érard), 1981, « Télévision locale l'ouest Lausannois : l'autopsie d'un échec », *Revue internationale d'action communautaire*, 46(6), p. 101-109.
- Bey (Hackim), 1997, *TAZ. Zone d'autonomie temporaire*, Paris, L'éclat (1^{ère} édition américaine 1991).
- Blicero, 2001, « Un espace de déconstruction et construction. L'expérience du Loa Hacklab de Milan » (entretien), *Multitudes*, 5, mai, p. 86-91.
- Bourdieu (Pierre), 1996, *Sur la télévision*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- Bureaud (Annick), Magnand (Nathalie) (dir.), 2002, *Connexions. Art, réseaux, média*, Paris Ecole nationale des Beaux Arts.
- Callon (Michel), Lascoumes (Pierre), Barthes (Yannick), 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.
- Cardon (Dominique), Granjon (Fabien), 2002, « La radicalisation de l'espace public par les média-activistes. Les pratiques du web lors du second Forum social mondial de Porto Alegre », Communication au VII^e Congrès de l'Association française de science politique, Table-ronde « La radicalisation politique », Lille, 18-21 septembre.
- Cardon (Dominique), Granjon (Fabien), 2003, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet », *Mouvements*, 25, janvier-février, p. 67-73.
- Cardon (Dominique), Heurtin (Jean-Philippe), 2003, « Force et faiblesse de la mise en réseau des mouvements de contestations sociale et internationale », communication au séminaire « Démocratie et réseaux », FT R&D/CEVIPOF, juin.
- Carroll (William K), Hackett (Robert), 2003, "Social Movement Theory and Democratic Media Activism", Paper presented at the Annual Meeting of the Canadian Communication Association, Dalhousie University, Halifax, June.
- Costanza-Chok (Sasha), 2003, « Mapping the Repertoire of Electronic Contention » in Opel (Andrew), Pompper (Donnalyn), eds, *Representing Resistance. Media, Civil Disobedience and the Global Justice Movement*, Greenwood.
- Critical Art Ensemble, 2000, *Electronic Civil Disobedience and Other Unpopular Ideas*, New York, Autonomedia.
- Critical Art Ensemble, 2001, *Digital Resistance. Exploration in Tactical Media*, New York, Autonomedia.
- Diani (Mario), 2000, "Simmel to Rokkan and Beyond. Towards a Network Theory of (New) Social Movements", *European Journal of Social Theory*, 3(4), p. 387-406.
- Diaz Rangel (Eleazar), 1966, *Pueblos sub-informados*, Caracas, Monte Avila Editores.
- Dominguez (Ricardo), 2002, « Electronic Disturbance : An Interview », in Duncombe (Stephen), ed., *Cultural Resistance Reader*, London, Verso, p. 379-396.
- Downing (John D. H.), 2001, *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, London, Sage.
- Downing (John D. H.), 2003, « The Seattle IMC and the Socialist Anarchist Tradition », in Raboy (Marc) (dir.), *Public Broadcasting for the 21st Century*, University of Luton Press.
- Festa (Regina) 1995, « Vidéo alternative et démocratisation (Brésil) », in Lewis, (Peter) (dir.), *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*, Paris, Unesco, p. 123-132.
- Fiske (John), 1992, « Popularity and the Politics of Information », in Dahlgren (Peter), Sparks (Colin), eds, *Journalism and Popular Culture*, London, Sage, p. 45-63.
- Flichy (Patrice), 2001, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La découverte.
- Fortin (Pascal), 2002, "Gouvernance" et "société de l'information". *Introduction à l'analyse critique des nouvelles modalités de prise de décision dans le domaine de l'action publique*, thèse de Sciences de l'information et de la communication, Paris II.
- Garcia (David), Lovink (Geert), 2002a, « ABC des médias tactiques » in Bureaud (Annick), Magnand (Nathalie) (dir.), *Connexions. Art, réseaux, média*, Paris Ecole nationale des Beaux Arts, p. 72-77.
- Garcia (David), Lovink (Geert), 2002b, « GHI des médias tactiques » in Bureaud (Annick), Magnand (Nathalie) (dir.), *Connexions. Art, réseaux, média*, Paris Ecole nationale des Beaux Arts, p. 78-89.
- Gorz (André), 2003, *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée.
- Granjon (Fabien), 2001, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée.

- Granjon (Fabien), Cardon (Dominique), 2003, « Mouvement altermondialiste et militantisme informationnel », communication au quatrième congrès de l'AoiR, *Broadening the Band conference*, Toronto, octobre.
- Groupe Médias d'Attac, 2002, « Médias et mondialisation libérale », novembre, <http://www.homme-moderne.org/societe/media/divers/GMattac.html>.
- Guattari (Félix), 1977, *La révolution moléculaire*, Paris, UGE-10/18.
- Guattari (Félix), 1990, « Vers une ère post-média », *Terminal*, n° 51, octobre-novembre.
- Gumucio Dagron (Alfonso), 2001a, « Call me Impure. Myths and Paradigms of Participatory Communication », paper presented at the ICA Pre-Conference on Alternative Media « Our Media, Not Theirs I », Washington.
- Gumucio Dagron (Alfonso), 2001b, *Making Waves. Stories of Participatory Communication for Social Change*, Rockefeller Report, <http://www.rockfound.org/Documents/421/makingwaves.pdf>.
- Hackett (Robert), 2000, « Taking Back the Media : Notes on the Potential for a Communicative Democracy Movement », *Studies in Political Economy*, 63, p. 61-86.
- Halimi (Serge), 1997, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- Halimi (Serge), 2000, « Des "cyber-résistants" trop euphoriques », *Le Monde Diplomatique*, août.
- Halimi (Serge), 2003, « Contestation des médias ou contestation pour les médias ? », Intervention au FSE 2003 (http://acrimed.samizdat.net/article.php3?id_article=1309).
- Halimi (Serge), Rimbart (Pierre), 2002, « La récupération de la contestation par les médias », *Agone*, n°26-27, p. 141-150.
- Halleck (Deedee), 2002, *Hand-held Visions. The Impossible Possibilities of Community Media*, Fordham University Press, New York.
- Halleck (DeeDee), 2003, « Our Média, not Theirs », communication « OURMedia III », Baranquilla, Comobia, may.
- Hardt (Michael), Negri (Antonio), 2000, *Empire*, Paris, Exils.
- Holloway (John), 2002, *Change the World without Taking Power*, Londres, Pluto Press.
- Huesca (Robert), 1995, « A Procedural View of Participatory Communication. Lessons from Bolivian Tin Mines' Radio », *Media, Culture and Society*, vol. 17, p. 101-119.
- Johnston (Josée), 2002, « Consuming Global Justice. Fair Trade Shopping and Alternative Développement » in Goodman (James), ed., *Protest and Globalisation. Prospects for Transnational Solidarity*, Sidney, Pluto Press Australia, p. 38-56
- Kidd (Dorothy), 2002, "Which Would You Rather : Seattle or Porto Alegre ?", communication « Our Media, Not Theirs », Barcelona, July.
- Kidd (Dorothy), 2003, "Carnival and Commons : The Global IMC Network", Communication à *Our Media III Conference*, Barranquilla, Colombia, may.
- Lemieux (Cyril), 2000, *Mauvaise presse*, Paris, Métailié.
- Lerosier-Granjon (Evelyne), 1998, *Le paradigme du développement à l'Unesco*, DEA, Rennes, Université de Rennes 2.
- Lewis, Peter, « La télématique tous azimuts », in Lewis, (Peter), dir., *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*, Paris, Unesco, p. 133-143.
- Lovink (Geert), 2002, *Uncanny Networks. Dialogues with the Virtual Intelligentsia*, Cambridge, The MIT Press.
- Lovink (Geert), 2003, *Dark Fiber. Tracking Critical Internet Culture*, Cambridge, The MIT Press.
- Lovink (Geert), Schneider (Florian), 2002, "From Tactical Media to Digital Multitude : A Virtual World is Possible", liste de diffusion Nettime, <http://slash.autonome.org/print.pl?sid=02/11/02/2012258>.
- Mattelart (Armand), 1992, *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte.
- Mattelart (Armand), 1996, *La mondialisation de la communication*, Paris, PUF.
- Mattelart (Armand), Delcourt (Xavier), Mattelart (Michelle), 1984, *La culture contre la démocratie ? L'audiovisuel à l'heure transnationale*, Paris, La Découverte.
- Mattelart (Armand), Mattelart (Michelle), 1991, *Penser les médias*, Paris, La Découverte.
- McChesney (Robert W.), Nichols (John), 2002, *Our Media, not theirs. The democratic Struggle Against Corporate Media*, New York, Seven Stories Press.

- Melucci (Alberto), 1996, *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*, New York, Cambridge University Press.
- Miller (James), 1992, "From *radios libres* to *radios privées* : The Rapid Triumph of Commercial Networking French Local radio", *Media, Culture & Society*, vol. 14, p. 261-279.
- Moody (Glyn), 2001, *Rebel Code. Inside Linux and the Open Source Revolution*, Cambridge, Perseus Publishing.
- Negri (Toni), 2002, « Pour une définition ontologique de la multitude », *Multitudes*, n° 9, mai-juin, p. 36-48.
- Neveu (Erik), 1999 « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, n° 98, p. 17-85.
- Passy (Florence), 1999, "Supranational Political Opportunities as a Channel of Globalization of Political Conflicts. The case of the Right of Indigeneous Peoples", in Della Porta (Donatella), Kriesi (Hanspeter), Rucht (Dieter), eds, *Social Movements in a Globalizing World*, London, MacMillan Press LTD, p. 148-169.
- Pavlic (Breda), Hamelink (Cees J.), 1985, *Le nouvel ordre économique international. Économie et communication*, Paris, Unesco.
- Peugeot (Valérie), 2001, « L'Internet citoyen. De la fracture numérique au projet de société », *Les cahiers du numérique*, volume 2, n° 3.
- Popkin, (Jeremy D.), 1997, « Les médias et les révolutions, hier et aujourd'hui », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, avril-juin, n° 46, p. 24-26.
- Ramonet (Ignacio), 2001, *La tyrannie de la communication*, Folio Actuel.
- Rinaldo (Rachel), 2000, "Pixel Visions. The Resurgence of Video Activism", <http://www.lipmagazine.org>.
- Rodriguez (Clemencia), 2001, *Fissure in the Mediascape. An International Study of Citizens' Media*, Cresskill, Hampton Press.
- Salter (Lee), 2003, "Democracy, New Social Movements and the Internet. A Habermasian Analysis", in McCaughey (Martha), Ayers (Michael D.), eds, *Cyberactivism. Online Activism in Theory and Practice*, New York, Routledge, p. 117-144.
- Salzman (Jason), 2003, *Making the News. A Guide for Activists and Nonprofits*, Cambridge, Westview Press.
- Schiller (Herbert), 1976, *Communication and Cultural Domination*, New York, M. E. Sharpe, White Plains.
- Sparks (Colin), Roach (C.), 1990, "Farewell to NWICO ?", *Media, Culture and Society*, 12(3), p. 275-281.
- Stein (Laura), 2001, "Access Television and Grassroots Political Communication in the United States", in Downing (John D. H.), ed., *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks, Sage.
- Tupper (Patricio), 1977, « Pour une information internationale alternative », *Études*, p. 282-292.
- Unesco, 1980, *Many Voices, One World*, Report by the International Commission for the Study of Communication Problems, Paris.
- Virno (Paolo), 2002, *Grammaire de la multitude. Pour une analyse des formes de vie contemporaines*, Nîmes, Editions de L'éclat & Conjonctures.